

# *l'Anti*capitaliste

n°458 | 10 janvier 2019 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

## FACE À CE GOUVERNEMENT DE CASSEURS

# ON NE NOUS EMPÊCHERA PAS DE MANIFESTER!



### Dossier

**GILETS JAUNES:**  
questions politiques  
posées par le mouvement

Pages 6 et 7

### ÉDITO

De la violence,  
et de sa légitimité  
Page 2

### PREMIER PLAN

Répression: face à la politique  
de la matraque, mobilisation!  
Page 3



### ACTU INTERNATIONALE

Rojava: entre le marteau  
et l'enclume

Page 5

### LIBRE EXPRESSION

Maroc: entretien avec Omar  
Moujane à propos du mouvement  
contre la mine d'Imider Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

## De la violence, et de sa légitimité

Dans une formule demeurée célèbre, le sociologue allemand Max Weber expliquait, au début du 20<sup>e</sup> siècle, que l'État est une communauté qui « revendique avec succès pour son propre compte le monopole de la violence physique légitime ». Au-delà des implications multiples – et discutables – de cette définition, force est de constater que l'actualité de ces dernières semaines, de manière spectaculaire, en résonance avec les propos de Weber. On n'avait en effet pas vu, depuis longtemps, autant de responsables politiques, d'éditorialistes et d'« intellectuels » invoquer la légitimité de la violence des forces dites « de l'ordre » et condamner – par principe – les violences commises par des personnes n'étant pas dûment mandatées par l'État pour les exécuter. Un monopole revendiqué au nom de « la lutte contre la loi du plus fort », de la nécessité de « maintenir l'ordre », voire de la défense du « vivre-ensemble ». Les récentes déclarations d'Édouard Philippe s'inscrivent dans cette dynamique, mais le ton martial et les annonces de renforcement des dispositifs liberticides dissimulent mal les inquiétudes du pouvoir. Depuis plusieurs semaines, c'est en effet la légitimité de la violence des forces de répression qui est remise en question, à une échelle qui dépasse de très loin les cercles des groupes mobilisés contre les violences policières. Des dizaines de milliers de personnes ont fait l'expérience de la brutalité des policiers et des gendarmes, tandis que des centaines de milliers d'autres, peut-être davantage, ont vu circuler des images de ces violences et de leurs conséquences, et mesuré leur caractère féroce et injustifiable. Dans le même temps, la popularité maintenue du mouvement des Gilets jaunes, malgré la mise en scène dramatique des violences commises lors des manifestations et les injonctions gouvernementales, témoigne elle aussi d'un changement notable d'atmosphère, sans même parler de l'élan de sympathie, au sein du mouvement des Gilets jaunes, autour du « Gilet jaune boxeur », dont la vidéo dans laquelle il affirme n'avoir fait que se défendre a été largement relayée et a fait des millions de vues sur internet. Ces phénomènes, s'ils ne traduisent pas un basculement global, sont l'une des expressions notables de l'érosion de la légitimité du gouvernement et des institutions de la 5<sup>e</sup> République. La fuite en avant autoritaire est un symptôme de la fébrilité qui règne aux sommets de l'État : il s'agit maintenant de les faire paniquer, en étendant les convergences, en construisant des journées de grève, et en multipliant les actions et manifestations, qu'elles soient ou non déclarées.

### BIEN DIT

« Nous allons bloquer les lieux de travail, les routes et les ponts. Le pays sera paralysé, et Viktor Orbán en sera le seul responsable. »

LÁSZLÓ KORDÁS, président de la centrale syndicale hongroise MASZSZ, face aux politiques ultra-libérales d'Orbán, dont le relèvement du seuil d'heures supplémentaires de 250 à 400 heures annuelles.

## À la Une

# On ne nous empêchera pas de manifester !

Le 5 janvier a vu le retour d'une mobilisation de premier plan, qui garde les caractéristiques fondamentales de la première séquence du mouvement. À nous de l'aider à franchir un cap, sur la base du bilan de la première phase.

On conserve ainsi un mouvement très important sans être massif, qui garde un soutien majoritaire dans l'opinion, qui révèle la colère des couches populaires contre le pouvoir et contre le coût de la vie. La mobilisation sera encore plus forte samedi 12 janvier, car cette journée s'appuiera sur le succès du 5 janvier. Les manifestations des femmes Gilets jaunes ont constitué, malgré les préjugés véhiculés dans beaucoup d'endroits, une nouvelle dimension du mouvement. La mobilisation continue donc, et le rôle des révolutionnaires est de s'y investir, de la construire, malgré ses imperfections, ses difficultés, qui sont celles de toute mobilisation qui part d'une colère et se construit à l'écart du mouvement ouvrier organisé.

### La crise n'est pas finie

Le pouvoir se plaint d'avoir négligé lui-même les « corps intermédiaires ». Il veut dire qu'il n'a plus de relais dans les larges masses. La réussite de Macron a été d'unifier les différents secteurs de la bourgeoisie, sans masque. Mais cela s'est fait au détriment du système de relations, de dialogue, de compromis, qui dominait entre les classes dominantes et les couches sociales intermédiaires, les notables, les organisations politiques et syndicales, les travailleurs intégrés d'une façon ou d'une autre au système, sur le plan matériel ou idéologique, et qui contribuaient à encadrer le monde du travail. Ce verrou a en bonne partie sauté et le masque social et démocratique de la 5<sup>e</sup> République est réduit à sa plus simple expression. La crise de représentation politique que nous avons analysée au moment de la dernière élection présidentielle n'est pas résolue ; au contraire, elle s'approfondit. Et ressortent sans filtre et sans fard



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA

aspirations démocratiques et exigences de partage des richesses de la part des classes populaires.

### La politique de la matraque comme seul retour

La répression est l'inévitable réponse d'un gouvernement déconnecté des masses. Il est incapable d'une réponse politique au mouvement, à l'instar de ce que De Gaulle avait fait, dans un premier temps en 1968 ; il n'a pas les relais dans le mouvement ouvrier pour appeler au calme. Il en est incapable, ne s'y croit pas contraint, et ne peut pas céder, au risque de réduire encore sa base sociale. Sur quoi, en outre, céderait-il face à un mouvement multiforme, sans revendication nette ? Difficile par ailleurs de négocier un compromis puisque le mouvement n'a pas de direction... La répression lui paraît ainsi la seule issue contre un mouvement qu'il analyse comme celui de classes dangereuses, même si elles n'ont pas cette fois le visage des jeunes des quartiers populaires. Contre les Gilets jaunes, le pouvoir utilise les mêmes méthodes que contre ces derniers : faire intervenir violemment les flics, garder à vue, condamner avec notamment

3747 condamnations, 216 incarcérations, plus de 1600 blessés, une dizaine de morts dans le sillage de la mobilisation, des dizaines de milliers de personnes gazées. Le 12 janvier, il promet le retour des 80 000 policiers et gendarmes et des blindés.

La promesse d'une nouvelle loi anticasseurs, qui vise à condamner des manifestants n'ayant absolument rien fait, s'inscrit dans la logique répressive bourgeoise que Darmanin a remis sur le tapis : « Dans un État républicain, le monopole de la violence légitime, c'est celle des policiers et des gendarmes. Dans une démocratie, dans une République, ce n'est pas l'anarchie, ce n'est pas la chienlit. »

### « Nous sommes touTEs des Gilets jaunes »

Beaucoup de militants hésitent à se plonger dans le mouvement, à rejoindre les blocages, pour de nombreuses raisons. Mais ce mouvement, qui porte des aspirations démocratiques et lutte contre la vie chère, nous qui avons du mal à boucler nos fins de mois et qui ne pesons pas sur les décisions démocratiques, nous y avons toute notre place. Salariés, chômeurs, retraités... cette mobilisation qui bloque pour informer et être visible est bien la nôtre.

Les militantEs expérimentés savent, que, dans un mouvement, pour gagner, il y a des éléments indispensables – auto-organisation, clarté des objectifs, grèves, manifestations de masse –, mais que bien rares sont les mobilisations qui les combinent toutes d'entrée. C'est dans le mouvement, dans l'action, que l'expérience amène à la prise de conscience de ces moyens incontournables, et par la parole des militantEs qui les ont expérimentés.

### Il faut une grève générale pour les salaires et contre Macron

Dans le reflux de la période des fêtes, le Référendum d'initiative citoyenne est apparu comme une porte de sortie pour une partie du mouvement, sous pression des forces institutionnelles. Mais, aujourd'hui, il faut proposer une réponse politique qui corresponde aux enjeux de la mobilisation. Une grève générale qui bloque l'économie, au cœur de l'activité industrielle, économique et de la création des profits patronaux, pour une augmentation des salaires et contre Macron, permettrait de faire entrer la mobilisation sur les lieux de travail, de construire le rapport de forces maximal et de fixer un objectif politique au mouvement. Les directions syndicales ne font pas un pas dans cette direction, nous devons donc nous atteler à exercer une pression à l'intérieur de nos organisations.

La question qui reste sous-tendue par la mobilisation est, par la question du pouvoir d'achat, le rapport entre le capital et le travail et, par le rejet de Macron, la nécessité d'une démocratie pleine et entière, c'est-à-dire d'imposer les choix des classes populaires aux capitalistes, en imposant des mesures démocratiques comme la limitation du salaire des élus, la révocabilité, la proportionnelle intégrale et le contrôle de la production par celles et ceux qui la réalisent.

Antoine Larrache

## RÉPRESSION

# Face à la politique de la matraque, mobilisation !

Le degré atteint par les violences policières et la répression judiciaire inédite que subit le mouvement des Gilets jaunes est révoltant. Le 17 décembre, Amnesty International dénonçait ainsi dans un rapport « l'usage excessif de la force lors des manifestations des Gilets jaunes ». Et depuis, la situation ne s'est guère améliorée, le pouvoir ayant de toute évidence décidé de jouer l'épreuve de force face à un mouvement qu'il n'arrive pas à endiguer.

Depuis le début de la mobilisation, les violences policières ont fait, un peu partout dans le pays, au moins une morte et des dizaines de blessés graves : des tirs de flashball ou de grenades de désencerclement arrachent des mains, crèvent des yeux, brisent des mâchoires... Bref, les policiers et les gendarmes blessent, souvent gravement, des personnes qui, en général, n'ont rien fait d'autre que de se trouver

dans un rassemblement ou une manifestation de Gilets jaunes...

### La répression comme outil majeur

Des matraquages en règle ont lieu et les images de violences policières contre des manifestants isolés, et souvent à terre, se multiplient. Amnesty explique ainsi : « Des récits de victimes et de témoins, ainsi que des vidéos que nous avons examinées montrent que la police a fait un usage inapproprié des flashball, en tirant

sur la foule. Elle a aussi lancé des grenades de désencerclement, qui ne devraient jamais être utilisées dans des opérations de maintien de l'ordre. » Si l'on ajoute à cela les nombreuses violences policières contre les lycéens et l'humiliation infligée aux élèves de Mantes-la-Jolie, on est amené à conclure que la répression policière constitue un outil majeur auquel ont recours Emmanuel Macron et son gouvernement contre la contestation sociale justifiée et salutaire dont ils

font l'objet. L'achat par le pouvoir d'un stock inédit de grenades lacrymogènes, et l'acquisition récente de 450 lanceurs de flashball multi-coups et de 1280 nouveaux lanceurs mono-coups, montrent bien que la violence et la répression voulues par le gouvernement sont appelées à s'aggraver dans un proche avenir.

### Arrestations préventives

Le pouvoir a en outre décidé d'une utilisation de plus en plus systématique des arrestations préventives, héritage de Sarkozy, qui permet de placer en garde à vue sur simple présomption. Les chiffres sont affolants : entre le 17 novembre et le 17 décembre 4 750 personnes ont été placées en garde à vue (dont 3 003 en régions), sur ce nombre 3 747

# Un monde à changer

**MACRON, PHILIPPE: LA RÉACTION CASQUÉE.** Finies les illusions du temps des libéraux-libertaires! En novembre 2016, Emmanuel Macron publiait un livre intitulé *Révolution*, et ex-«socialistes» et soixante-huitards à la dérive s'extasiaient derrière ce jeune homme qui allait construire un «nouveau monde», une société «ouverte», «tolérante» et «multiculturelle», conciliant avec plus de brio que Hollande libéralisme économique et libéralisme culturel.

En fait, dès ce temps-là, Macron jouait sur un deuxième tableau: visite à Philippe de Villiers en Vendée en août 2016, déclaration en février 2017 selon laquelle les opposants au mariage pour tous avaient été «humiliés»... Derrière la modernité apparente se dissimulait (mal) la roublardise du politicien dont le seul vrai projet était une «stratégie du choc» pour aller plus vite et plus loin que ses prédécesseurs dans la casse des droits sociaux et des services publics, en utilisant toutes les ressources de la Constitution de la 5<sup>e</sup> République.

Et quand ça commence à tanguer, après de pseudo-concessions, c'est le temps de la force brutale. La politique envers les migrantEs en avait donné un avant-goût. Il y a plus d'un siècle qu'Engels d'abord, puis Lénine, ont défini l'État comme étant avant tout composé de «détachements spéciaux d'hommes armés» protégeant les intérêts de la classe dominante. C'est d'une criante actualité. Si les morts en manifestation se comptent sur les doigts d'une main depuis les années 1970, ce n'est pas parce que la police est devenue plus humaine ou plus républicaine: ce qui se passe dans les quartiers populaires montre le contraire. C'est avant tout parce qu'aucun mouvement n'a menacé sérieusement l'ordre bourgeois depuis des décennies. Même si les Gilets jaunes n'ont qu'une parenté très lointaine avec une insurrection prolétarienne, ils posent un problème suffisamment grave au régime pour qu'il se réfugie derrière sa police appelée au secours, non pour défendre la République mais la suppression de l'ISF et la non-augmentation du SMIC et des retraites.

## GILETS JAUNES Retour sur la journée du 5 janvier

**La journée du samedi 5 janvier, Acte VIII du mouvement des Gilets jaunes, a déjoué les pronostics de «l'essoufflement» de la mobilisation. Aperçu dans quelques villes.**

### Montpellier

Forte mobilisation, dès 10 heures le matin et jusqu'à la nuit tombée. 1500 à 2000 personnes, très déterminées, certaines venant d'autres communes du département, ont cherché à plusieurs reprises à manifester devant la préfecture, sans y parvenir, la police envoyant de fortes doses de gaz lacrymogènes. Les gaz ont envahi, à intervalles réguliers, tout au long de la journée, plusieurs rues du centre-ville, au gré des avancées des CRS qui ont copieusement arrosé. Les manifestantEs se sont rendus à la gare en fin de matinée où des affrontements ont eu lieu et plusieurs personnes ont été blessées. Aux alentours de 15 heures, forte tension, certains ont gagné les toits de la gare et ont été la cible de tirs de flashball. Une vitrine de banque et ses distributeurs de billets ont été cassés. Feux de poubelles. Un dispositif policier similaire à celui de samedi dernier.

### Rouen

Le matin au moins 2500 dès 10 heures, mais c'est monté au fil de la journée, avec de nouveaux arrivants à partir de 14 heures, largement 4000 au total. Des gens venus de toute la région Normandie, notamment de la Seine-Maritime, de l'Eure, mais aussi plus loin (Orne, Calvados). Les deux premières heures de la matinée: très calmes... mais ce furent les seules. Le dispositif policier était énorme (et c'était surtout la gendarmerie mobile) pour contenir la manif dans l'hypercentre, éviter l'accès à la gare puis repousser au maximum tout le monde vers la rive gauche. Un hélicoptère a survolé la ville durant toute la journée. La télé locale dit 19 arrestations, c'est donc le triple de la semaine dernière. Enormément d'incendies au fil de la journée, dont un spectaculaire place du Vieux-Marché. Gazages en mode «on arrose large», une bonne partie de la ville sous le gaz, avec les gens qui continuent à faire leurs courses. Des flics avec des chiens à la fin, du côté de Saint-Sever.

### Lyon

Deux manifestations étaient prévues pour l'acte VIII à Lyon. Un premier rendez-vous le matin à 10 heures à l'appel des groupes de Gilets jaunes cherchant à incarner la partie «responsable» du mouvement. Une manif déclarée avec



consigne de marcher lentement et rappelant que la police ne fait que son travail. De fait un encadrement policier plutôt limité qui ne fera qu'accompagner la manifestation. Environ 400 personnes au plus fort de la manifestation. Le deuxième rendez-vous était à 14 heures. Beaucoup de monde et un départ à 14 heures tapantes pour éviter une éventuelle nasse. La manifestation a dû atteindre 3000 à 4000 participantEs au plus fort. Beaucoup plus que les dernières, une des plus grosses depuis le début du mouvement. La hausse est d'autant plus notable que les militantEs de gauche et les autonomes qui constituaient une part importante des troupes en décembre n'étaient que peu présents. La manifestation

a duré de longues heures, bloquant l'autoroute A7 qui passe dans la ville pendant une heure et demie. Une forte détermination est visible, avec l'envie de continuer. On a eu droit à de nombreux gazages.

### Paris

Pour la première fois à Paris il y a eu une manifestation de plusieurs milliers ensemble. 5000 ou 6000 entre l'Hôtel de ville et le musée d'Orsay. Après un moment à mettre la pression sur les flics (avec l'épisode du boxeur) et pas mal de gaz et flashball, le cortège est reparti en manif sauvage. Une nette envie de ne pas s'arrêter là, et la colère d'être bloqués par les flics avant la fin du parcours déposé. Ambiance sympa, mais peu de slogans. On sentait que les manifestantEs n'avaient pas envie de s'arrêter. Sur le parcours, de plus en plus de feux au milieu de la route (poubelles, sapins de Noël, voitures...). Les flics suivaient, prenant d'assaut les barricades incendiées les uns derrière les autres. Envie de rester touTEs ensemble, ceux de tête rebroussant chemin quand la queue n'avancait pas. À Saint-Michel, virage à gauche vers Châtelet, avec le palais de justice et la préfecture sur le chemin, les flics ont alors commencé à charger sur l'arrière pour que tout le monde passe son chemin au plus vite. **CorrespondantEs**

### MACRON VA ÉCRIRE UNE LETTRE AUX FRANÇAIS



tactique délibérée consistant à installer des barrages pour fouiller toutes les personnes qui se rendaient aux manifestations, afin de confisquer les équipements de protection des manifestants, des journalistes et même du personnel médical. [...] Le port d'équipements de protection contre les gaz lacrymogènes, les flashball ou les grenades de désencerclement ne saurait être assimilé à une intention de commettre des violences, et les personnes arrêtées uniquement pour ce motif doivent être libérées.»

### Une vaste campagne à mener

Il y a urgence à lancer une vaste campagne unitaire pour dénoncer cette politique et imposer: – une amnistie générale et sans condition pour toutes les victimes de la répression policière et judiciaire exercée par le gouvernement Macron;

– l'abandon et l'interdiction de toutes les armes dites non létales mais dont l'utilisation conduit à des mutilations ou à des mortEs, telles que les flashball et les grenades de désencerclement; – que la lumière soit totalement faite sur les chaînes de commandement responsables des violences policières ayant abouti à des blessures de manifestantEs. Le NPA a décidé de prendre tous les contacts nécessaires avec les organisations démocratiques et du mouvement ouvrier pour réaliser une campagne unitaire de masse sur ces questions, en solidarité notamment avec les victimes de la répression. Il en va des droits démocratiques les plus élémentaires, à commencer par celui de manifester et de contester la politique antisociale du gouvernement Macron-Philippe. **CorrespondantEs**

subissent des poursuites judiciaires, dont 697 en comparution immédiate, qui ont abouti à l'emprisonnement

de 216 personnes (190 en régions). Commentaire d'Amnesty: «Les forces de l'ordre semblent avoir adopté une

## Le chiffre 68 ans

C'est l'âge d'un ouvrier décédé le 3 janvier, victime d'une chute alors qu'il nettoyait les gouttières sur le toit de la préfecture des Yvelines à Versailles. L'homme était auto-entrepreneur, sous-traitant de l'entreprise réalisant les travaux d'entretien du bâtiment. Mourir à 68 ans au travail: le «nouveau monde» de Macron et Cie est décidément merveilleux.



## Agenda

**Samedi 12 janvier, manifestations des Gilets jaunes: Acte 9.**

**Samedi 12 janvier, manifestation «Justice pour Sakine, Rojbin et Leyla, militantes kurdes exécutées à Paris le 9 janvier 2013», Paris.** À 10 h 30 devant la gare du Nord, intersection bd Denain et rue de Dunkerque, Métro/RER Gare-du-Nord.

**Samedi 12 janvier, fête de soutien aux postierEs du 92 en grève, Paris.** À 19 h, à la galerie Treize, 24, rue Moret, Paris 11<sup>e</sup>.

**Mardi 15 janvier, journée de mobilisation lycéenne.**

**Vendredi 18 janvier, dîner-spectacle de Jolie Môme en soutien à l'achat du local syndical de l'EDMP, Saint-Denis.** À 19 h, au théâtre de La Belle Étoile, 14, rue Saint-Just, La Plaine-Saint-Denis (métro L12: Front-populaire). Réservation: 0149983920.

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

«Nous devons aller plus loin dans le changement, être plus radicaux dans nos méthodes.»

BENJAMIN GRIVEAUX, 4 janvier 2019.

### l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
0148704227  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion:**  
0148704231  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration:**  
0148704228  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0419 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6500 exemplaires

**Directeur de publication:**  
Ross Harrold

**Secrétaire de rédaction:**  
Julien Salingue

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 0148704222  
Fax: 0148592328  
Mail: [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

IMPRIM'VERT®

**COMPLÉMENTAIRES****Les retraités victimes du gouvernement, du patronat et de complices syndicaux**

L'accord sur les retraites complémentaires des salariéEs du secteur privé conclu le 30 octobre 2015 entre le MEDEF, la CFE-CGC, la CFTC et la CFDT est entré en vigueur ce 1<sup>er</sup> janvier.

Les effets sont immédiats : les actifEs cotisent plus, ils et elles devront travailler plus longtemps pour ne pas toucher une retraite trop misérable, et le montant des pensions diminue. Et d'autres conséquences se feront sentir si la mobilisation ne fait pas échec à la contre-réforme des retraites de base qui pourrait être votée cet été.



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

**Anticipation**

Le système des retraites de base (les retraites versées par les régimes de Sécurité sociale) est en annuités : le montant de la pension dépend principalement du montant des salaires soumis à cotisation et de la durée de la carrière. Les retraites complémentaires fonctionnent selon un système à points. Le montant de la pension dépend du nombre de points accumulés durant sa carrière et de la valeur du point attribuée chaque année par la caisse complémentaire après agrément par le gouvernement.

Le projet qui devrait être débattu au Parlement cet été a pour objectif de faire basculer le système d'annuités en un système à points, satisfaisant ainsi une vieille revendication du patronat. La fusion entre l'AGIRC (couvrant l'ensemble des salariéEs) et l'ARRCO (spécifique aux cadres) prévue par l'accord de 2015 est effective aussi depuis le 1<sup>er</sup> janvier. Cette disposition va également favoriser l'application du projet Macron-Medef qui prévoit un régime universel et la fusion de tous les régimes actuels.

**Régressions sociales**

Les signataires de l'accord affirmaient que « personne n'y perdra ». La cotisation « salariale » a augmenté de plus d'un demi-point (0,56 %) au 1<sup>er</sup> janvier, la cotisation patronale ne change pas. La revalorisation de la valeur du point est, depuis l'accord de 2015, inférieure d'un point au taux de l'inflation et s'applique au 1<sup>er</sup> novembre au lieu du 1<sup>er</sup> avril, tandis que les pensions des régimes de base augmenteront de 0,3 % au 1<sup>er</sup> janvier, alors que l'inflation en 2018 serait de 1,8 % selon une estimation de l'Insee.

Jusqu'en décembre 2018, les salariéEs qui bénéficiaient des droits à la retraite de base à taux plein percevaient également l'intégralité de la retraite complémentaire. Depuis cette année il subissent une diminution de 10 % de cette pension pendant trois ans, et au plus tard jusqu'à 67 ans. C'est un recul de fait de l'âge de départ à la retraite pour toutes celles et tous ceux qui percevaient des bas salaires, en majorité des femmes. Les personnes au chômage au moment de partir en retraite sont très nombreuses, et elles n'auront pas d'autre choix que de subir ce malus.

La seule « avancée » du protocole de 2015 concerne la modification des règles concernant les pensions de réversion versées aux veufs et veuves. Cadres et non-cadres pourront en bénéficier dès 55 ans sans minoration, alors qu'auparavant il n'était pas possible de percevoir avant 60 ans sans minoration cette pension versée uniquement par l'AGIRC. Mais il est à craindre que cette disposition ait été prise dans le but de réduire ou de supprimer la pension de réversion du régime de base dans le cadre de sa réforme, le gouvernement restant très flou sur le sujet.

Jaunes, verts ou rouges... la défense des retraites est aussi une raison de se mobiliser !

S. Bernard

**CONTRÔLE DES CHÔMEUR-E-S** **Macron et Pénicaud vous souhaitent une bonne année**

Le décret publié le 30 décembre 2018 annonce la couleur de la politique gouvernementale envers les privéEs d'emploi. Il n'a qu'une seule tonalité : le durcissement impitoyable des sanctions contre les chômeurEs et l'absence totale de moyens supplémentaires pour le conseil et l'accompagnement.

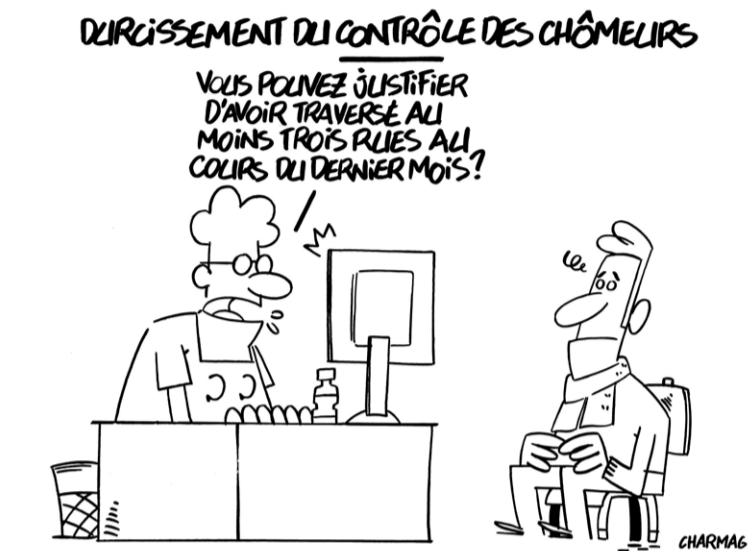
Sous le prétexte d'une « gradation des sanctions plus juste et plus équilibrée », c'est en fait un durcissement puisqu'alors qu'auparavant les allocations étaient « seulement » suspendues le temps de la sanction, elles sont désormais supprimées ! Et Pôle emploi devient juge et partie en prononçant la suppression des allocations, contribuant ainsi à opposer encore plus les chômeurEs et les agentEs.

La durée de radiation pour absence à convocation passe de 15 jours à 1 mois. Et en cas de deuxième absence, c'est 2 mois de radiation et une suppression de 2 mois d'allocations (alors que dans le premier cas le mois perdu était récupéré), puis 4 mois de sanction en cas d'absence à une troisième convocation !

En cas de recherche jugée insuffisante, de refus d'offres d'emploi, de formation, de prestation..., c'est un, deux ou quatre mois de sanction (radiation + suppression de revenu) selon la répétition du « manquement ».

**Aucun lien avec le salaire antérieur**

Pire. L'offre d'emploi prise en compte pour apprécier le refus se basait jusqu'à maintenant sur le salaire antérieurement perçu (95 % de cet ancien salaire). Le décret supprime cette notion et un chômeurE pourra se voir proposer



une offre sans lien avec ce salaire antérieur et donc sanctionné, selon les modalités décrites ci-dessus, s'il se permet de refuser...

Le gouvernement tire ainsi le bilan de l'ORE (« offre raisonnable d'emploi ») mise en place par Sarkozy, qui n'était de fait pas appliquée car répondant à des critères trop « stricts » et faisant l'objet, par ailleurs, d'une résistance passive de la part des conseillerEs Pôle emploi.

Le ministère entend en finir avec ces obstacles en individualisant la définition de l'ORE, entre chaque chômeurE et son conseiller, et en mettant les moyens avec le renforcement des équipes de contrôle

(passage de 200 à 600 contrôleurs dans un premier temps, puis à 1 000...). C'est de conseil et d'accompagnement qu'auraient besoin les chômeurEs, mais le gouvernement choisit de supprimer 800 postes de conseillerEs en 2019...

**Le prétexte de la fraude**

Pourtant, les chiffres même du ministère du Travail montrent que la fraude est marginale : sur les 625 000 radiations prononcées en 2016, 4 % étaient dues à une « insuffisance de recherche d'emploi », 0,4 % le fait d'une fraude caractérisée (par ailleurs essentiellement le fait de réseaux

criminels organisés) et 0,02 % liée à un second refus d'ORE...

Le problème n'est donc pas là... Alors quoi ? L'argument officiel est que le contrôle permet de « redynamiser » la recherche d'emploi. Sauf que dans les pays où ces sanctions existent, elles ont abouti à une pression à la baisse sur les salaires (ce que confirment les études menées en Angleterre et en Suisse).

Dans un contexte où, selon Muriel Pénicaud, les créations d'emplois repartent, le patronat a besoin de contraindre les chômeurEs à occuper ces postes, en exerçant par la même occasion une pression sur l'ensemble des salariéEs.

Si on ajoute les « négociations » en cours sur la nouvelle convention d'assurance chômage, qui prévoit 4 milliards d'euros d'économies (contre 800 millions pour la convention actuelle), c'est un message clair envoyé par le gouvernement...

**Mobilisation nécessaire**

Ce décret a été présenté le 4 décembre aux confédérations siégeant au CNEFOP (Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle). Celles-ci n'ont visiblement pas jugé utile d'appeler à la mobilisation à ce moment-là...

La mobilisation contre ce texte doit donc s'engager sans délai, le Mouvement national des chômeurEs et précaires (MNCP) demande le retrait immédiat de ce décret, mais pour l'instant aucune initiative n'est prévue. Contrairement aux manifestations séparées du 1<sup>er</sup> décembre, une mobilisation unitaire est indispensable !

Correspondant

**STYLOS ROUGES****Des Gilets jaunes dans l'éducation nationale ?**

Les « Stylos rouges » sont nés sur les réseaux sociaux le 12 décembre, suite au discours de Macron qui avait « zappé » les enseignantEs dans la longue litanie de toutes celles et ceux qu'il prétendait comprendre.

C'est la goutte d'eau qui a fait déborder la barrique pleine à ras bord de bon nombre

d'enseignantEs : le sentiment de dénigrement et de mépris de plus en plus profondément ressenti depuis l'arrivée de Macron a été intensément ravivé. Cela avait bien raclé à l'annonce du rétablissement du jour de carence, mais on ne peut pas dire que la résistance ait été organisée contre la réforme du Bac général et technologique et Parcoursup ou la réforme des programmes en élémentaire, et elle est restée partielle contre la réforme de la voie professionnelle. Il faut dire que Macron et Blanquer ont bénéficié de la collaboration active des principaux syndicats, le SGEN CFDT et le SE-UNSA, toujours réactifs pour accompagner les contre-réformes. Et pendant ce temps, la FSU réclamait davantage d'écoute et de meilleures négociations, sans chercher à mobiliser pour bloquer. Après le vote du PPCR, le nouveau dispositif d'évolution des rémunérations, cela commence à accumuler les

mécontentements des salariéEs de l'éducation contre les stratégies des fédérations syndicales.

**Discussions nouvelles et positives**

Le surgissement de la mobilisation des Gilets jaunes, observée de très loin, et non sans scepticisme, depuis les salles des profs, a fini par percuter lorsque cette mobilisation a ébranlé le gouvernement qui se voulait inflexible. En quelques semaines, les « Stylos rouges » ont rassemblé, sur Facebook, plus de 50 000 enseignantEs autour d'une plateforme revendicative. Contrairement au hashtag « Pasdevague » en novembre dernier, qui ciblait essentiellement les « méchants élèves » et la hiérarchie incapable de restaurer « l'autorité des enseignantEs », les Stylos rouges déclinent à la fois des revendications sur les salaires et les conditions de travail, mais aussi de défense d'un service public de l'éducation pour les élèves.

Et elles ne se cantonnent pas à des revendications défensives : l'augmentation des salaires (non

chiffrée) et le refus des heures supplémentaires sont le noyau dur des discussions, mais également l'amélioration des conditions de travail et d'étude par la baisse du nombre d'élèves par classe. Ce caractère offensif s'inscrit dans le vent d'air frais insufflé par les Gilets jaunes, et constitue pour de nombreux Stylos rouges une différenciation par rapport aux positionnements au mieux « défensifs » des organisations syndicales. De ce point de vue, ce mouvement ouvre des discussions nouvelles et positives.

**Questions de stratégie**

Par contre, il se confronte d'ores et déjà à la question de la stratégie pour obtenir satisfaction. Le bilan tiré par les Stylos rouges, qu'ils et elles soient ou non syndiquéEs, est celui de l'échec des tentatives de mobilisation. Il faut dire que, depuis 2000 et la victoire sur le statut des PLP précédant la démission imposée d'Allègre, la majorité des enseignantEs n'a connu que des défaites. La grève ne leur apparaît donc plus comme

un outil. Et c'est la chasse aux « nouvelles modalités de mobilisation » qui, pour le moment, débouche sur des propositions éculées : rétention des notes, grève des examens... tout ce qui paraît radical et évite la grève. Or ce n'est pas en juin qu'il sera possible d'imposer le retrait des réformes, l'augmentation des salaires et la diminution du nombre d'élèves par classe. C'est dans les semaines qui viennent alors que les mobilisations des Gilets jaunes continuent de déstabiliser le gouvernement, que les salariéEs du privé entrent en période de négociations des salaires, que la grogne couve dans la santé et d'autres secteurs publics, qu'il s'agit de passer à l'offensive en s'inscrivant comme une des composantes d'un mouvement d'ensemble contre la politique du patronat et du gouvernement. Le travail des Stylos rouges peut être utile s'il mobilise les énergies autour des revendications et alimente les débats sur les formes de lutte et d'organisation pour gagner.

Cathy Billard

# ROJAVA Entre le marteau et l'enclume

La raison avancée est officiellement l'outrage face à l'abandon des FDS (Forces démocratiques syriennes) et des YPG/YPJ, qui assument depuis des années la bataille contre l'OEI (Organisation de l'État islamique), ainsi que le feu vert donné au président turc Erdogan « pour qu'il en finisse avec les terroristes de l'OEI » en envahissant le nord de la Syrie. Bien entendu, personne n'est dupe au sujet des motivations réelles du président turc Recep Tayyip Erdogan, qui rêve d'écraser le projet de Rojava. Mais ce lâchage en règle des Kurdes, alliés des USA sur le terrain, ne doit pas cacher une autre inquiétude, celle de l'abandon de la région à la Russie, ce qui déplaisait fort aux démissionnaires, mais aussi à l'Iran, ouvrant de fait la voie au fameux « croissant chiite » de Téhéran à Beyrouth en passant par Bagdad. Depuis, Trump et son administration ont un peu reculé, repoussant le départ des troupes de quelques mois, mais le danger reste imminent.

## Le précédent d'Afrin

Le gouvernement turc, de son côté, doit composer avec un intense lobbying du côté étatsunien, avec des déclarations comme celle de l'influent sénateur républicain Lindsey Graham qui s'indigne du fait que « les Kurdes vont être massacrés ». Ce danger bien réel n'est pas un coup de tonnerre inattendu du côté de la Fédération démocratique du nord de la Syrie. Les menaces d'Erdogan, les pourparlers et autres sommets à Istanbul ou Moscou, où la Turquie était invitée mais jamais les Kurdes, avaient

La décision brutale de retirer les troupes étatsuniennes de Syrie, annoncée par Donald Trump, a secoué l'establishment politico-militaire aux USA, et provoqué la démission du secrétaire d'État à la Défense, Jim Mattis, et celle du chef d'état-major du Pentagone, Kevin Sweeney.



DR

poussé ces derniers à chercher une reprise du dialogue avec le régime. Les négociations avaient bien sûr tourné court sur la question de l'autonomie des régions, un concept inacceptable pour le régime d'Assad et pour l'idéologie nationaliste arabe en général, mais un accord a pu être trouvé sur la protection du territoire, l'armée syrienne prenant position autour de Membij, première cible désignée par Erdogan. En janvier 2018, la Turquie avait envahi Afrin, canton de la Fédération démocratique du nord de la Syrie, situé au nord-ouest du pays et séparé des autres cantons par une région contrôlée par les

brigades djihadistes et même par l'armée turque, qui a colonisé plusieurs localités frontalières comme Jarablous. Confrontés aux bombardements intensifs des F16 turcs et sans armement permettant de leur résister, les FDS avaient appelé à l'aide le régime. Celui-ci avait conditionné son aide au désarmement préalable des FDS, ce qu'elles avaient refusé. Assad a donc livré Afrin à l'occupation turque, provoquant un exode massif de la population majoritairement kurde. Ankara y a installé de nombreux djihadistes évacués d'autres régions de la Syrie, qui depuis font régner la terreur dans la population qui n'a pas pu ou voulu fuir.

## Invasion turque programmée

Le même scénario se serait reproduit à Membij, une ville emblématique du « vivre ensemble », à majorité arabe, où Kurdes, Arabes, Turkmènes et autres ethnies vivent en bonne entente. Mais cette fois-ci, l'armée syrienne a pris position à la périphérie de la ville, laissant son contrôle militaire aux FDS dont elle n'a pas exigé le désarmement. La présence militaire de quelques centaines de forces spéciales étatsuniennes, et aussi françaises, est également un frein à l'invasion turque programmée. Tant que cette présence est effective, Erdogan ne pourra pas donner l'ordre d'attaquer la ville et sa région. De son côté, Trump est passé d'un ordre de « retrait immédiat » à une position beaucoup plus nuancée, parlant d'un retrait « quand la région sera sécurisée ». Lors de sa dernière visite aux troupes stationnées en Irak, il est même revenu sur ses propos précédents, affirmant qu'il n'avait jamais dit que l'OEI était définitivement vaincue. Difficile donc de prévoir quoi que ce soit, étant donné les sautes d'humeur et les revirements imprévisibles du personnage. La seule certitude reste que le Rojava, un projet unique dans la région et bien au-delà, multiculturel, féministe et profondément démocratique, risque d'être écrasé sous les bombes turques à plus ou moins court terme.

Mireille Court



## Le monde en bref

### Soudan. La révolte contre le régime se poursuit.

Depuis le 19 décembre, le Soudan est le théâtre d'un soulèvement qui ressemble à s'y méprendre à ceux de l'hiver 2010-2011 dans la région Moyen-Orient-Afrique du Nord. Dix jours après le début d'une mobilisation dirigée contre la dictature d'Omar el-Béchir, au pouvoir depuis 1989, le journaliste soudanais Tarek Cheikh écrivait : « Le mouvement populaire se poursuit et tout indique que la population dans les villes a pris l'initiative et continue de défier le gouvernement. De nombreuses villes ont ainsi vu la population braver l'état d'urgence et le couvre-feu qui y ont été instaurés. L'événement le plus important et le plus significatif s'est sans doute produit le 25 décembre dans la capitale, où tous les quartiers étaient submergés par les masses de manifestants. [...] La manifestation a été la plus impressionnante que le pays ait connue depuis le coup d'État d'Omar Al-Bachir en 1989. » En cause, une situation économique désastreuse, des augmentations de prix, des pénuries... comme l'expliquait une manifestante, la semaine dernière, à Radio France International : « [Les manifestations] ne sont pas juste pour protester contre le prix du pain. Il n'y a pas d'argent dans les banques, pas d'essence dans les stations-service, rien. Il n'y a pas de transports publics, l'inflation est élevée, plus de 200%. Le prix des médicaments, par exemple, a augmenté de 50% ces derniers mois. »



DR

Le régime a fait le choix de la répression avec, selon Human Rights Watch, au moins 37 morts depuis le 19 décembre, ainsi que de nombreuses arrestations de militantEs et dirigeantEs de l'opposition, ainsi que de journalistes critiques. Une « réponse » qui n'a pour l'instant pas découragé la population, avec la poursuite des manifestations, mais le pire est à craindre de la part d'Omar el-Béchir, toujours sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Les SoudanaisEs ont besoin de toute notre solidarité!

### Égypte. Sissi tente de censurer une émission diffusée... aux États-Unis.

À force d'avoir la folie des grandeurs, le dictateur égyptien Abdel Fattah Al-Sissi en arrive même à vouloir censurer la diffusion de... ses propres interviews. La presse internationale s'est fait l'écho, ces derniers jours, de l'intervention de l'ambassade d'Égypte aux États-Unis auprès de la chaîne CBS pour exiger qu'elle ne diffuse pas l'interview qu'elle avait réalisée avec le maréchal. Mais comme il est plus difficile de censurer à l'étranger qu'à domicile, y compris dans un pays allié mais dans lequel les médias ont une tradition d'indépendance, CBS a refusé de se soumettre aux injonctions de l'Égypte. Que redoutait donc Sissi? A priori, pas les questions concernant les prisonniers politiques égyptiens, dont le nombre s'élèverait aujourd'hui, selon différentes ONG, à 60 000. En effet, interrogé à ce propos, Sissi a froidement affirmé : « Nous n'avons pas de prisonniers politiques ou d'opinion. » En réalité, ce sont ses propos confirmant la collaboration entre l'armée égyptienne et les forces israéliennes, dans le Sinaï, dans la « lutte antiterroriste ». Lorsqu'en février 2018, le *New York Times* avait révélé l'existence de raids aériens conjoints, les autorités égyptiennes avaient démenti, sachant qu'une telle coopération n'a pas bonne presse en Égypte. Pour reprendre la formule d'un chercheur cité par *le Monde*, « le peuple tolère une paix froide, mais pas une alliance militaire ». L'alliance est désormais officielle et, si elle n'est guère surprenante dans la mesure où l'on observe depuis plusieurs années les réalignements au Moyen-Orient, avec notamment l'axe Égypte-Israël-Arabie saoudite, cette information pourrait contribuer à discréditer encore un peu plus un régime dont l'autoritarisme est inversement proportionnel à la légitimité.

## « SHUTDOWN » Trump et Wall Street dans la tourmente

Depuis le 22 décembre à minuit, le gouvernement fédéral des États-Unis est partiellement paralysé : c'est le shutdown, la fermeture d'une partie de l'administration.

Trump voulait 5 milliards de dollars pour construire son mur, « solide, beau et sûr », à la frontière avec le Mexique. Faute d'une majorité suffisante, la veille de Noël, au Sénat, il n'a pas pu les obtenir et a usé de son droit de veto pour refuser le budget. En conséquence, 800 000 fonctionnaires sont au chômage technique. Le 3 janvier, la nouvelle majorité démocrate s'est installée au Congrès, duquel Nancy Pelosi a été élue présidente. Le bras de fer se poursuit sans compromis en vue après plusieurs rencontres de négociations. Trump se déclare prêt à poursuivre le shutdown pendant des mois ou même une année! Il a évoqué aussi la possibilité de décréter l'état d'urgence pour pouvoir construire le mur en se passant de l'accord du Congrès. « Il s'agit de sûreté, il s'agit de sécurité pour notre pays [...]. Nous n'avons pas le choix. » L'enjeu est pour lui politique : plier les Démocrates à son absurde obsession sans avoir de défection dans



CHARMAG

les rangs républicains, affirmer son pouvoir. Il pourrait aussi obliger les Démocrates à se soumettre à un compromis, par exemple négocier un échange entre le financement du mur et un accord pour protéger d'expulsion de jeunes immigrés arrivés mineurs sur le territoire américain, les Dreamers, qu'Obama avait autorisé à rester et que Trump avait remis en cause.

### Les Démocrates pris au piège

« Le président Trump plonge le pays dans le chaos » : l'accusation portée par Nancy Pelosi est largement partagée dans la population mais, au-delà de la personnalité de Trump et de sa façon d'imposer son pouvoir, une telle situation n'est rendue possible que par l'instabilité d'un système et la panique de ses

dirigeants. Aucun vote, aucune majorité parlementaire, pas plus qu'une procédure de destitution, ou impeachment, ne peuvent y apporter remède. Et, faute d'une autre politique, les Démocrates sont pris au piège du chantage de Trump. Wall Street est dans le rouge, et a connu un mois de décembre catastrophique, comme la plupart des places boursières dans le monde. L'effondrement d'Apple est symptomatique de la fébrile instabilité du capital, que la guerre commerciale avec la Chine accentue. L'effet des baisses massives d'impôts qui ont dopé l'économie étatsunienne s'estompée. La dette atteint des sommets, en particulier celle de l'État fédéral. Ce qui laisse à penser que la question du

budget et du shutdown n'est pas près de trouver une issue. Quoi qu'il se passe dans les semaines à venir, la question pourrait rebondir d'ici mars lorsque sera discuté le relèvement du plafond de la dette publique au-delà duquel le budget ne peut être accepté. C'est aussi ce contexte qui permet de comprendre la décision de Trump d'annoncer le retrait des 2000 soldats US, chiffre officiel, présents dans le nord de la Syrie, en donnant un feu vert à Erdogan contre les Kurdes. Coup de force là encore de Trump, qui a agi au mépris de son administration, comme en témoignent les démissions du général Mattis, son secrétaire à la Défense, puis de Brett McGurk, l'ambassadeur étatsunien au sein de la coalition internationale. Pour faire marche arrière trois semaines plus tard, ou faire semblant, tant la parole de Trump-le-menteur n'a plus le moindre crédit... « L'Amérique ne veut plus continuer à être le gendarme du monde », avait-il tweeté lors de sa visite auprès des troupes US en Irak. Le fond est bien là : la première puissance mondiale est devenue incapable d'assurer l'ordre du capitalisme financier mondialisé, ni de le réguler un tant soit peu, pas plus qu'elle ne régule son propre désordre économique et financier. « America first » ou le chaos de l'économie de marché mondialisée...  
Yvan Lemaître



# QUESTIONS POLITIQUES

## POSÉES PAR LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

### FACE AU «BLOC BOURGEOIS», CONSTRUIRE UN FRONT SOCIAL

*Le mouvement des Gilets jaunes, par ses aspirations égalitaires, sa combativité, se dresse face au bloc de la grande bourgeoisie. Pour gagner, éviter récupérations et dérives, il faudra que les salariéEs se mettent en mouvement, que se constitue un front social de lutte contre Macron.*

**L**es Gilets jaunes nous confrontent à toute une série de questions. Au-delà des précédents historiques discutables et des aspects condamnables (manifestations de racisme et d'antisémitisme) souvent mis en avant mais plus ou moins anecdotiques, comprendre le mouvement suppose de revenir à la racine : les Gilets jaunes sont le produit de l'évolution de la formation sociale française, elle-même surdéterminée par les transformations récentes du capitalisme. Comme l'écrivait Marx dans *le Manifeste du parti communiste* : « La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux. » C'est exactement ce processus qui continue. Cette « révolutionnarisation » de la formation sociale transforme tant la bourgeoisie que le prolétariat, sans oublier les couches intermédiaires.

#### Les classes sociales percutées par le capitalisme

Le prolétariat a connu des modifications différenciées : élargissement et homogénéisation d'un côté, éclatement et dispersion de l'autre. Les conditions de rémunération et de travail, le rapport au patronat des ouvrierEs, des employéEs, d'une



PHOTO THÈQUE ROUGE/MARTIN NODA

large fraction des technicienEs et travailleurEs qualifiés de l'industrie et des services, voire d'une partie de l'encadrement, se sont rapprochées. Les avantages concédés dans le passé à certaines de ces catégories ont tendu à s'éroder. Mais, dans le même temps, les statuts se sont diversifiés : intérim, CDD, externalisation, sous-traitance externe ou sur site, diminution de

la taille des établissements au profit de « réseaux », horaires variables ou « à trous ». Dans les services publics, les contrats de droit privé et la précarité se sont développés. Les grandes concentrations ouvrières ont été disloquées et ont quitté les villes tandis que l'aménagement capitaliste de l'espace contraint beaucoup de salariéEs à vivre loin des centres urbains mais

pas forcément près de leur travail : d'où des déplacements incessants. La grande bourgeoisie française s'est internationalisée et renouvelée par l'intégration des couches supérieures du salariat, public et privé. Les clivages idéologiques qui la traversaient traditionnellement se sont estompés sous la pression des marchés et de la « modernité », réduisant la place des patrons

sociaux, des catholiques rigoristes, etc. On a assisté à une homogénéisation idéologique et sociale de la bourgeoisie française autour d'un point essentiel : faire les réformes nécessaires pour le capital, et pour cela jouer à fond le cadre de l'Union européenne capitaliste. Comme le politologue Jérôme Sainte-Marie le soulignait dans une interview à *l'Humanité* après l'élection de Macron : « La réunification de la bourgeoisie est éclatante. [...] Le bloc élitare domine sans partage l'appareil de l'État et la direction des grandes entreprises ». Dans les fractions de la moyenne et petite bourgeoisie, tournées avant tout vers le marché national, subsiste un état d'esprit plus traditionaliste et moins pro-européen, mais ce n'est pas l'orientation des cercles dominants du patronat.

Les couches sociales dites intermédiaires sont très sensibles aux évolutions du capitalisme, surtout quand elles s'accroissent. Elles ont été profondément renouvelées : recul de la paysannerie, et dans une moindre mesure des artisans et petits commerçants, montée et essor continu des « couches moyennes salariées ». Si de nouvelles catégories de non-salariéEs se développent aujourd'hui, elles se sentent privées d'un des attributs traditionnels de cette situation : les « indépendantEs » sont devenus largement dépendants, et souvent ce n'est pas seulement un sentiment mais une situation objective. Quant aux « couches moyennes salariées », elles sont écartelées : si une partie fait bloc idéologiquement avec la grande bourgeoisie, ses éléments « inférieurs » subissent eux aussi la logique capitaliste.

#### Le « bloc bourgeois » sait ce qu'il veut

Il faut à ces évolutions ajouter un élément supplémentaire : la conjoncture politique. Les alternances gouvernementales entre la droite et la « gauche » de gouvernement permettaient de masquer la parenté des politiques menées. L'alternance sans véritable alternative est une méthode pour maintenir l'ordre social. Ce n'est plus le cas avec Macron qui incarne parfaitement la réunification de la grande bourgeoisie française des entreprises et de l'État (en laissant de côté les anciens clivages entre partis ou sur les questions de société) pour faire les réformes le plus vite et le plus complètement possible. Le « bloc bourgeois » est socialement minoritaire mais bien plus résolu que ceux qui sont censés s'y opposer. Cela a permis à Macron de remporter plusieurs succès (ordonnances, réforme de la SNCF) et d'étaler son mépris de la situation du plus grand nombre par des déclarations dédaigneuses mais aussi par une addition de mesures unilatérales et visiblement antisociales : hausse de la CSG des retraitéEs, rabotage de l'APL, quasi-suppression de l'ISF. Mais comme le soulignait le politologue précité, « une domination s'affaiblit quand elle avance sans masque ». D'ailleurs, la politique macronienne sape la légitimité du système fiscal : pourquoi payer des impôts (au surplus des taxes inégalitaires) quand les riches en payent de moins en moins, les hôpitaux sont engorgés ou fermés, les bureaux de poste et les voies ferrées hors TGV sacrifiés... ?

#### Un mouvement à base d'abord prolétaire

Dans ce contexte, et alors que le mouvement ouvrier a subi une série de défaites, vont se dresser

les Gilets jaunes, regroupement de couches sociales hétéroclites mais qui se sentent toutes victimes de la brutalité néolibérale, du mépris de l'« élite ». Le gros du mouvement est formé par des prolétaires en activité (ouvrierEs et employéEs) ou retraitéEs, auxquels s'ajoutent des membres de la petite-bourgeoisie (artisanEs, auto-entrepreneurEs, infirmières libérales), des paysanEs et des petits patronEs. Une partie de la clientèle électorale populaire de la droite (voire du FN) se retrouve aujourd'hui autour des Gilets jaunes et influence leurs formes d'apparition (drapeaux tricolores, *Marseillaise*) mais il ne faut confondre cette présence avec les menées de l'extrême droite organisée.

Les revendications mises en avant restent hétérogènes : leur cœur n'est pas la mise en cause de l'exploitation capitaliste mais plutôt de ses conséquences. Les salaires sont loin d'en constituer le volet prioritaire mais, malgré le poids des non-salariéEs, les exigences ne se résument pas du tout à la « baisse des charges ». L'aspiration égalitaire est forte. Du lien social et des débats se sont développés entre des gens souvent éloignés de la sphère syndicale ou politique. Les Gilets jaunes ont par ailleurs remis la radicalité à l'ordre du jour. Manifester là où sont les puissants plutôt que dans les quartiers de Paris qui restent un peu populaires n'est pas un gadget médiatique.

#### Un front social contre Macron

Les salariéEs, souvent syndiquéEs ou ex-syndiquéEs, présentEs dans le mouvement, ne le sont pas en tant que tels. Socialement largement prolétaire dans sa base, le mouvement des Gilets jaunes, par ses revendications, se pose avant tout en mouvement des « petits contre les gros », mais le MEDEF ne figure pas parmi les cibles dénoncées. Cette subordination des intérêts propres des salariéEs dans le mouvement renvoie sans doute à une situation où (en simplifiant beaucoup), bien que l'exigence de revalorisation du pouvoir d'achat et de défense de l'emploi soit urgente, de nombreux salariéEs croient de moins en moins à la possibilité d'obtenir ce qui serait nécessaire par des luttes dans l'entreprise. Malgré la sympathie dont il continue de bénéficier dans l'opinion, sa capacité à durer, on voit mal comment le mouvement pourrait réellement casser la dynamique inégalitaire s'il ne s'élargit pas et si les salariéEs ne se mettent pas en mouvement, et pas seulement dans la rue, mais dans les entreprises, les services, les réseaux de distribution. Les semaines qui viennent seront décisives et les conséquences de l'attitude du mouvement ouvrier immenses. Il faut que se construise un front social contre Macron. Ce devrait être l'horizon de celles et ceux qui veulent réellement battre le pouvoir. En appeler à la révolte populaire, affirmer sa fascination pour tel ou tel leader sans se fixer cet objectif mène à un épuisement progressif (ce qui n'excuse en rien ceux qui n'ont d'autre politique que la suspicion systématique à l'égard des Gilets jaunes). Et l'échec ne serait pas celui des seuls Gilets jaunes mais de l'ensemble des salariéEs, des retraitéEs, des chômeurEs, des petits paysanEs et artisanEs destinés à être broyés par le projet macronien.

Henri Wilno

## «GRÈVES, BLOCAGES, MANIFS SAUVAGES»: QUELS MODES ET MOYENS D'ACTION?

Le mouvement des Gilets jaunes (GJ) continue de nous poser de nombreuses questions et de nombreux défis. Et comme ce mouvement est particulier et nouveau dans sa nature, il nous interroge également dans ses formes de mobilisation et ses moyens d'action.

Apparue sur la question de l'augmentation de taxes carburants, les lieux de cette mobilisation se sont «naturellement» focalisés autour des lieux d'utilisation des voitures : péages, ronds-points, voies rapides, etc. Rapidement elle s'est inscrite durablement autour de ces territoires qui recoupent partiellement les lieux d'habitat des GJ mobilisés (zones rurales et péri-urbaines en majorité et ponctuellement dans les grandes agglomérations pour les journées de mobilisation du samedi).

### Nouveau mouvement, nouveaux moyens d'action?

Ces moyens d'action ne sont certes pas totalement extérieurs aux pratiques du mouvement ouvrier traditionnel. Les «blocages», par exemple, ou les opérations de «péages gratuits» ne sont pas une nouveauté et avaient déjà pu être menées lors du dernier mouvement sur les retraites ou durant la grève des cheminotEs.

Mais il existe pourtant deux différences importantes : les GJ ont commencé par bloquer, mais rapidement ils ont décidé de rester et d'occuper les lieux du blocage, en faisant ainsi le centre vivant de leur mobilisation. De véritables camps ont été montés, sur lesquels ils se sont relayés jour après jour et semaine après semaine. Ensuite, ces opérations de blocage n'ont pas de lien avec un mouvement du travail constitué, et ont encore moins lieu dans le cadre d'une grève. Des blocages de dépôts de carburant ont par exemple eu lieu sans être en lien avec une grève des travailleurEs des raffineries. L'autre particularité de ce mouvement est l'absence de syndicats ou de partis politiques. Il ne s'est pas seulement construit en extériorité au mouvement ouvrier, mais également en rejet de celui-ci et de ses formes de mobilisation, tout particulièrement de la grève. Le début du mouvement a été marqué par un rejet ouvert des syndicats, jugés inutiles, mais également du «politique», motivé notamment par les responsabilités des partis traditionnels dans la gestion de la crise et des politiques d'austérité. Les GJ semblent être majoritairement des non-syndiqués, et des primo-militants. Ce constat s'impose d'ailleurs lorsque l'on observe la manière dont s'organise le mouvement, et notamment la rareté des assemblées générales ou de cadres d'élaboration démocratiques larges et réguliers en son sein. En effet, il n'y existe pas de cadre de centralisation et d'élaboration d'une politique nationale. Il n'existe parfois même pas de coordination à des échelles locales ou régionales.

### Pas de syndicats, pas de grèves

L'absence de syndicats et de partis détermine évidemment largement les moyens d'action dont s'est doté le mouvement. Sans eux, pas de



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA

grèves, mais également pas de manifestations et de parcours déposés, pas d'organisation centralisée des journées de mobilisation. Les premiers appels (Acte I et II) ne parlaient pas, ou peu, de manifestations. On y évoquait des points de rassemblement qui, de fait, ont rapidement évolué en affrontements avec la police, puis par la force des choses souvent en manifestations sauvages, parfois massives mais également constituées d'une multitude de groupes non coordonnés. Ce mode d'action est devenu la norme au fil des semaines.

Alors certes, ces moyens d'action nous sont étrangers ou peu familiers, mais ils représentent malgré tout potentiellement des points de convergence essentiels pour nous. Le problème de l'occupation d'un lieu, c'est que si elle se fait en dehors d'un lieu de travail et particulièrement sans la grève, elle ne permet pas à touTEs d'y participer. Pour prendre du temps, il faut «arrêter la machine» et sans la grève, c'est impossible pour la majorité de la classe ouvrière. Mais l'occupation a l'avantage d'être un point de ralliement, un espace d'échange, de débat politique et le lieu de reconstruction d'une expérience de collectif. Pour toutes celles et ceux qui n'ont pas d'entreprises à occuper, ces blocages sont les espaces où les prolétaires isolés peuvent se retrouver, se rencontrer et d'une certaine manière prendre les choses en main.

### La radicalisation : les manifs sauvages et les affrontements

À ce stade il est important d'évoquer le parallèle avec le mouvement des retraites et les expériences des «cortèges de tête». Déjà, à l'époque, nous faisons le constat qu'une partie de ceux qui se mobilisaient alors pour la première fois le faisaient en dehors des cadres traditionnels du mouvement ouvrier et, concrètement, en dehors du cadre des cortèges syndicaux et politiques. De même chez les GJ, la réponse totalement démesurée du gouvernement en termes de répression policière et judiciaire a mis le feu aux poudres. Au début de la mobilisation, des GJ venuEs pour la première fois à Paris pour ce qu'ils pensaient être de simples rassemblements ont été très rapidement confrontés à la violence

des forces policières. Par la suite, il en a été de même sur les ronds-points et les différents points de blocage qui ont été évacués dans la plus grande brutalité partout sur le territoire.

Cette répression s'est accompagnée du mépris du gouvernement et d'une campagne de dénigrement menée tambour battant. Tout cela a fini de détourner une large frange des GJ des solutions légales et «républicaines». Faire l'expérience de la nature de classe de l'État, dans sa défense des plus riches, et de l'illégitimité de sa politique et de son bras armé n'est pas un mince acquis pour les militantEs du mouvement. L'épisode d'enfoncement des portes du ministère de Benjamin Griveaux en est un exemple... fracassant!

### Alors que faire?

Le gouvernement n'est pas serein, il a même d'ailleurs commencé à reculer sur plusieurs points. Mais pour aller plus loin et tenir, ce mouvement a besoin de la mobilisation du mouvement ouvrier traditionnel. Il a besoin de réelles «bloquer le pays» et ne pourra pas faire l'économie de la grève. De ce point de vue, la responsabilité de la CGT et des organisations syndicales est énorme et, même si nous ne pouvons pas, seuls, inverser la tendance, il est important que nous essayions d'y peser. Nous devons proposer à notre échelle les moyens de lier les GJ aux autres mouvements du monde du travail et à ses militantEs. Proposer, participer et organiser, y compris physiquement, la tenue de manifestations déclarées ou non, de cortèges organisés lors des mobilisations nationales est une tâche importante dans cette perspective. Peser sur les structures syndicales où nous intervenons pour favoriser leur participation aux échéances du mouvement est également de notre responsabilité. Tout l'enjeu et le défi pour nous est d'allier la spontanéité et le foisonnement de ces moyens d'action dont le mouvement des GJ s'est doté, au caractère massif et coordonné que pourrait apporter une mobilisation d'ampleur du mouvement ouvrier à travers la construction de nombreuses grèves sectorielles, vers la construction d'une ou plusieurs journées de grève générale.

Manon Boltanski

## LE RIC ET LA REPRÉSENTATION

La revendication du Référendum d'initiative citoyenne a fait irruption dans le débat politique, suscitant de nombreuses discussions.

Beaucoup de responsables politiques s'y sont vite accrochés, l'utilisant comme un miroir aux alouettes pour détourner le mouvement de la lutte sociale vers un débat institutionnel. Une façon d'essayer de l'ensabler, de le mettre sur un terrain plus favorable aux experts et aux notables, terrifiés par la mobilisation populaire et les méthodes d'action directe des Gilets jaunes.

### Exigences démocratiques

Du côté de ces derniers, le RIC vise profondément à contester le pouvoir de ceux d'en haut qui, non contents de confisquer les richesses, confisquent aussi la parole politique. Cela s'est accompagné de toute une série d'exigences démocratiques apparues dans le mouvement, comme la suppression du Sénat, la proportionnelle intégrale, le fait de payer les députés au salaire médian...

C'est donc d'abord un mouvement pour l'exigence de plus de droits démocratiques pour les classes populaires rendues muettes par la représentation. C'est le rejet d'un système où on demande à des électeurEs muets, tous les 5 ou 6 ans, d'élire des représentantEs sans aucun contrôle sur leur action et leurs décisions. Le RIC représente la recherche d'outils capables de remédier à cette confiscation. Cela n'a rien de révolutionnaire, mais cela n'est en rien réactionnaire en soi. La France insoumise l'avait dans son programme en 2017 tout autant que le FN ou DLF.

C'est l'idée d'obtenir un droit nouveau, de faire respecter à un moment donné une exigence populaire, tout comme des référendums locaux, des référendums de destitution des éluEs. Cela va dans le même sens que la proportionnelle intégrale, le non-cumul des mandats, le fait de payer les éluEs au salaire médian, toutes choses qui étaient présentes dans la campagne du NPA en 2017.

Une représentation politique plus fidèle à la réalité sociale ne remet pas en cause l'exploitation capitaliste et la nature de classe de l'État, structuré pour maintenir cette exploitation. Mais le combat du mouvement ouvrier a toujours été à juste titre de se battre pour une série d'exigences, pour imposer des droits démocratiques pour les exploités et les opprimés.

Pour certains, le RIC serait une revendication populiste et même

la porte ouverte à la dictature, à des choix forcément réactionnaires. Cela fait écho à la campagne peignant le mouvement des Gilets jaunes comme des séditeux d'extrême droite. Derrière cela, il y a la peur de la mobilisation populaire et même de l'expression populaire directe.

C'est souvent au nom de la défense des «valeurs de la République» que des droits démocratiques sont combattus : ce fut pendant des dizaines d'années l'argument avancé contre le droit de vote des femmes «soumises aux idées cléricales» ou celui des immigrés qui «remettent en cause la représentation nationale», contre la proportionnelle intégrale pour «ne pas favoriser le FN», etc. C'est aussi le vieux fantasme du peuple frustré, manipulable et violent lorsqu'il brise son aliénation et s'en prend aux institutions où il est représenté par des gens «éduqués et intelligents». La démocratie est une chose trop sérieuse pour être mise dans les mains du peuple! C'est la peur des mouvements et des insurrections populaires qui cherchent à abattre un système d'exploitation et d'oppression.

### Corriger un système antidémocratique?

On peut par contre s'interroger sur l'efficacité du RIC lorsqu'il est présenté comme la panacée, l'outil permettant de changer les choses. Présenté comme la correction d'un système antidémocratique, il lui sert alors de béquille sans le remettre en cause. Sur ce point, Jean-Luc Mélenchon n'est pas le dernier à respecter profondément les mécanismes des institutions bourgeoises.

À côté de la France, pays ultra-réactionnaire sur le plan institutionnel, avec un système présidentiel monarchique, n'appliquant même pas la proportionnelle, existent dans une majorité de pays européens des systèmes de référendums à l'initiative d'un certain nombre de signataires. L'Italie prévoit cette possibilité sur toutes les questions constitutionnelles et Matteo Renzi a été démis pour cela en décembre 2016. L'Irlande a une assemblée citoyenne tirée au sort qui a ces dernières années impulsé le droit au mariage pour tous et celui à l'avortement. Au Portugal, au Luxembourg, aux Pays-Bas, entre autres, peut être lancé un référendum.

Le «meilleur» exemple des limites de l'efficacité des référendums est

bien sûr celui du Traité constitutionnel européen (TCE), rejeté majoritairement en 2005 et réintroduit par la fenêtre du Traité de Lisbonne. Dans un autre registre, on peut penser au référendum sur NDDL dont le cadre et l'interprétation restaient totalement aux mains des institutions existantes. Cela pose évidemment la question de qui détient le pouvoir au-delà d'une consultation éphémère.

### S'organiser démocratiquement pour agir

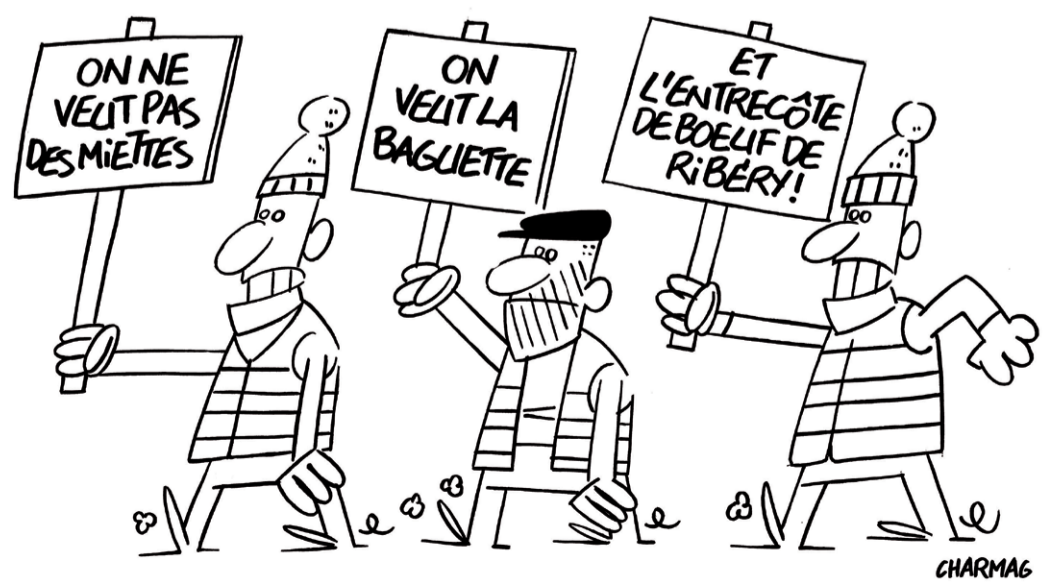
Cela démontre surtout l'exigence d'aller plus loin sur la question des droits démocratiques et aussi d'exiger la mise à bas de la Constitution gaulliste issue du coup d'État de 1958. Sans régler les questions sociales, tout cela vise à l'obtention de droits démocratiques.

Sinon le RIC, en tant que tel, comme il existe en Suisse, n'empêche pas le maintien du pouvoir institutionnel. Tout au plus peut-il donner plus de visibilité à des exigences populaires et des moyens de campagne aux mouvements qui veulent les mettre en avant. Cela peut donc être un outil, parmi d'autres, mais en aucun cas la panacée.

Le débat sur le RIC peut être l'occasion de mettre en avant la nécessité, en dehors des structures institutionnelles du système, de s'organiser démocratiquement pour agir, débattre, faire entendre les exigences populaires et se mobiliser, de contrôler et de remettre en cause les institutions et le pouvoir capitaliste en créant un réel rapport de forces.

Cela va dans le même sens que la mise sur pied d'assemblées populaires, à l'échelle locale, prenant en charge ces tâches, sans déléguer à une représentation permanente. C'est aussi dans ce sens qu'il faut répondre à la mascarade de consultation lancée par le gouvernement : donner vie aux assemblées populaires locales autour des Gilets jaunes, permettant que leur parole ne soit pas confisquée par des représentants auto-proclamés et permettant aussi de présenter les réels «cahiers de doléances», pas ceux remplis gentiment dans des cahiers de mairie ou dans une concertation bidon, mais ceux portés par des structures de mobilisation. Les deux appels des Gilets jaunes de Commercy décrivent le chemin à suivre et méritent d'être largement popularisés.

Léon Crémieux



CHARMAG

## LA POSTE 92

Nouvelle année, 286 jours de grève : maintenant la direction doit négocier !



150 postières et postiers du 92 sont en grève depuis le 26 mars 2018.

Comme elle n'a pas réussi éteindre le mouvement, la direction de La Poste tente de judiciairiser ce qui relève d'une lutte sociale et non de la justice. Elle essaie depuis plusieurs mois de remettre en cause les mandats syndicaux de Gaël en voulant les lier à son licenciement. Mais là encore, d'audience en jugement, elle se prend de bons revers. Elle cumule les défaites judiciaires et ses attaques répétées contre Gaël ne portent toujours pas leurs fruits. Et comme Gaël l'a expliqué à l'issue du dernier épisode judiciaire : La Poste doit maintenant négocier avec les grévistes !

## 5,5 millions d'euros de pertes pour la boîte

De leur côté, les grévistes attaquent régulièrement les réorganisations. Jusqu'ici La Poste, incapable de produire les documents qui justifient sa quantification de la charge de travail, a toujours perdu et a dû annuler les réorganisations. Enfin, aux dernières élections professionnelles, Sud Poste 92 a obtenu 51,86 % des voix, une progression de près de 4 points et avec une participation effectivement record de 86,79% ! Autrement dit, difficile pour La Poste de faire croire que le syndicalisme lutte de classe n'a aucune légitimité ! Au contraire, cela valide toute la popularité et la ténacité de cette équipe en grève. Et, cerise sur le gâteau, la grève a coûté au moins 5,5 millions à la boîte ! En ce début d'année, les grévistes ont repris les bonnes habitudes et viennent dans des centres, à l'embauche, pour étendre la grève. Ils et elles préparent une nouvelle journée de grève départementale en janvier pour permettre aux collègues qui ne sont pas en reconductible d'appuyer le mouvement, toujours avec la volonté de se coordonner avec des postières et des postiers dans d'autres départements et avec des travailleuses et des travailleurs d'autres secteurs, avec tous les fronts de lutte.

Correspondant

SAMEDI 12 JANVIER, 19H

Fête de soutien à la Galerie Treize

24, rue Moret à Paris, métro Couronne ou Belleville

## GENNEVILLIERS Grève pour les salaires et l'embauche des intérimaires chez Geodis Calex

Les 26 et 27 décembre, la plateforme Calex, groupe Geodis, sur le port de Gennevilliers, a été quasiment paralysée par une grève, traitant à peine un quart des colis – la part faite par les intérimaires.

La totalité des salariés des quais ont participé à la grève, y compris la petite maîtrise, les managers, et les nouveaux embauchés. Les bureaux sont restés à l'écart, mais ont massivement refusé de remplacer les grévistes. Le 28 décembre, la direction a détourné les camions vers d'autres plateformes du groupe. Les quais s'étant vidés, la décision a été prise collectivement de suspendre le mouvement le 28 à 18 heures pour le reprendre après le pont du 1<sup>er</sup> janvier.

## Changement d'état d'esprit

Mercredi 2 janvier, la tactique est définie : débrayages

toujours aussi massifs quand des camions arrivent et suspension du mouvement quand les quais sont vides. Les grévistes ménagent ainsi leurs forces, et la direction de Geodis est dans la panade : il lui est très difficile de traiter sur les autres sites les paquets de Gennevilliers et elle ne peut pas planifier l'utilisation du site. Les actions sont décidées dans des AG quotidiennes animées par l'équipe CGT. Des négociations doivent s'ouvrir cette semaine et la direction a donné des engagements verbaux pour l'embauche d'intérimaires. Ce mouvement révèle un changement d'état d'esprit chez



nombre de salariéEs, favorisé par le mouvement des Gilets jaunes. Leur détermination, leur insolence impressionnent malgré les propos haineux de journalistes à la télé. En plus, ils arrivent à obtenir des reculs du gouvernement. La promesse de prime de fin d'année par Macron a été un déclic. Comprenant bien cette ambiance, la CGT Geodis a distribué un tract qui a mis

le feu aux poudres et abouti à la grève. Les revendications sont claires : augmentation de 200 euros, aucun salaire de base à moins de 1700 euros, 1000 euros de prime de fin d'année, et embauche d'au moins 30 intérimaires.

Ce changement dans les mentalités a produit des effets rapides sur le site de Gennevilliers, avec l'enracinement de la CGT et ses militants déterminés et respectueux de la démocratie ouvrière.

Dans d'autres lieux et secteurs moins bien organisés, ces changements peuvent se produire aussi, il faut y être attentif et réactif.

Correspondant

## PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE

# Une réussite, qu'on vous dit !

Après avoir été confirmé par Édouard Philippe en septembre dernier, le prélèvement à la source a été mis en place le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Une réforme du recouvrement de l'impôt à hauts risques pour le gouvernement et qui sonne le début de la fin de l'impôt progressif.

C'est sous le quinquennat précédent que le prélèvement à la source avait été adopté, et prévu pour le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Mais Macron, déjà hésitant, avait préféré le reporter d'un an. Après une cacophonie sans précédent, c'est en septembre dernier que le gouvernement confirmait que le prélèvement à la source sera bien mis en place le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Dans un contexte social où l'injustice fiscale est dénoncée avec force et que la question du « pouvoir d'achat » est au centre des revendications du mouvement des Gilets jaunes depuis presque deux mois, cette réforme est à hauts risques pour le gouvernement.

## « Je vais bien, tout va bien »

Depuis le 2 janvier, la communication du gouvernement, par la voix de son ministre de l'Action et des Comptes publics, ne varie pas d'un iota : « Tout va bien », « il n'y a pas eu de bug ». Mais la réalité est tout autre pour les contribuables tout comme pour les agentEs. En effet, depuis le 2 janvier, l'ensemble des accueils (physiques et téléphoniques) sont surchargés : de très nombreux services des impôts des particuliers ont dû fermer bien avant l'heure pour absorber le flux des usagerEs venus indiquer une nouvelle situation. Le fameux numéro mis en place a connu un tel succès que peu de monde a réussi à avoir unE agentE au bout du fil pendant plusieurs jours. Et la situation risque très rapidement de se détériorer à la fin du mois quand les contribuables auront entre les mains leurs fiches de salaires incluant le prélèvement de l'impôt sur le revenu.

Dans un contexte de suppressions massives d'emplois, les agentEs des finances publiques ne pourront faire face aux demandes en temps et en heure, et de nombreux



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

usagerEs ne seront régularisés qu'en septembre 2020... Le mécontentement déjà bien présent risque de se développer, et les agentEs des finances publiques peuvent devenir des cibles comme c'est déjà le cas aujourd'hui. Sans oublier que Darmanin ne cesse de donner dans tous les médias des informations très éloignées de la réalité, afin de « rassurer », mais qui, au total, mettent un peu plus en danger la technicité, la crédibilité des agentEs.

## Complexité

À écouter le gouvernement, le prélèvement à la source a été mis en place pour deux raisons principales : la contemporanéité de l'impôt et la simplification. Mais contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, le prélèvement à la source n'est pas un prélèvement de l'impôt en temps réel, c'est un acompte sur un montant dû estimé. Le taux fixé au 1<sup>er</sup> janvier est fondé sur les revenus globaux de 2017, les

derniers connus par l'administration fiscale. Ce taux sera ajusté en septembre en fonction de la déclaration de revenus 2018 rédigée en mai prochain. Et là encore, cet ajustement ne prendra pas en compte les revenus de 2019. Comme auparavant, c'est donc fin 2020, une fois l'avis d'imposition 2019 édité, que l'impôt réellement dû sera connu. Une régularisation sera alors effectuée en partant de l'avance faite dans le cadre du prélèvement à la source... On le voit, nous sommes loin de la simplicité. Sans parler des salariéEs qui connaissent de nombreuses variations de revenus sur une même année (intermittentEs, intérimaires, étudiantEs-salariéEs...) : il sera quasi impossible que le prélèvement s'adapte à ces cas très nombreux.

## Vers la fin de l'impôt progressif

Outre le fait que cette réforme va permettre de supprimer encore plus d'emplois dans l'administration fiscale, elle permet peu à peu de transformer l'impôt sur le revenu progressif, avec différentes tranches, en un simple prélèvement avec un taux. L'idée initiale de redistribution, déjà bien écornée, tombera très vite aux oubliettes. Pire, en le prélevant sur les salaires, l'impôt sur les revenus devient ainsi une

nouvelle « charge », comme le sont devenues, pour les partisans de la baisse du « coût du travail », les cotisations salariales et patronales. Et il pourrait ainsi être réduit pour augmenter le « pouvoir d'achat ».

Cette nouvelle usine à gaz n'est pas anodine et le gouvernement Macron, en la mettant en place, répond à une ancienne, très ancienne doléance du patronat et des plus riches : en finir avec l'impôt sur les revenus et la redistribution des richesses. Le tout en pleine mobilisation sociale des Gilets jaunes, qui met en avant la question de l'injustice fiscale avec, entre autres, la fin de l'ISF, le maintien de la TVA, la baisse de l'impôt sur les sociétés.

Il y a urgence pour une vraie politique anticapitaliste en matière fiscale. Une politique qui privilégierait les impôts directs et la progressivité de l'impôt, taxerait réellement le capital mais aussi le patrimoine, et rendrait la fiscalité compréhensible par touTEs. À l'exact opposé de ce qui est fait depuis des décennies, qui a renforcé le côté obscur du système fiscal actuel et a également accentué la dégressivité de l'impôt et l'injustice fiscale. Une tendance qui va être accentuée par le prélèvement à la source.

Joséphine Simphon

## MARSEILLE

## Écoles et crèches : le système Gaudin craque de partout

Le pauvre Gaudin a de plus en plus souci... Le scandale de l'habitat indigne ne suffit pas, voilà que les personnelEs des écoles et crèches se mettent en grève.

Il faut dire que dans ces services où les conditions de travail ne cessent de se dégrader depuis des années, ce n'est pas la honte du Père Noël qui était pleine, mais la coupe. Pour une mairie qui ne cesse de répéter qu'éducation et

petite enfance sont ses priorités, cela laisse sans voix... Marseille n'est pas à une contradiction près !

## Revendications brûlantes

Dans les écoles, surtout depuis 2012, quand le corps des « volantes » a disparu, le sous-effectif permanent empêche les agentEs de poser leurs jours de récupération, gelés début 2018 (14 000 jours cumulés d'après l'administration !), et dont on a laissé entendre qu'ils seraient perdus. Seule la menace d'une grève avait permis de trouver une solution bancaire.



## LIVRET A PetitEs épargnantEs spoliés, banques engraisées, logement social délaissé

Depuis le 1<sup>er</sup> août 2015, le taux du livret A est à 0,75%. Pourtant, l'inflation ne cesse d'augmenter depuis cette date : 0,2% en 2016, 1% en 2017 et 1,9% en novembre 2018 (dernier chiffre connu).

Autrement dit, les épargnantEs des catégories populaires (car les autres ont d'autres placements bien plus lucratifs...) sont spoliés car ils et elles perdent de plus en plus de pouvoir d'achat. Si on additionne les encours du livret A et du LDDS (livret de développement durable et solidaire, dont le taux est aussi de 0,75%), soit environ 360 milliards, la perte de pouvoir d'achat se chiffre à environ 4 milliards pour 2018. Et cela devrait continuer puisque Édouard Philippe a annoncé le gel du taux jusqu'à 2020 au moins. Alors que le gouvernement insiste pour avoir un cadre légal stable pour les «investisseurs», il ne cesse de jouer avec les règles de fixation du taux du livret A. Une chose est désormais claire : les petitEs épargnantEs ne sont plus protégés contre l'inflation, et cela devrait être acté avec la fixation d'une nouvelle règle en février 2020.

### Le hold-up des banques sur le livret A

Officiellement, il s'agit de favoriser le financement du logement social. En réalité, le logement social est le dernier des soucis du gouvernement. Jusqu'en 2009, l'intégralité



des fonds du livret A étaient collectés par les Caisses d'épargne et la Poste, puis centralisés à la Caisse des dépôts et consignations (CDC) pour financer la construction de logements sociaux (par des prêts à différents organismes spécialisés). Désormais, l'ensemble des banques peuvent collecter ces fonds... et conserver environ 35% des sommes déposées sur les livrets A. Le reste est versé à la CDC en échange d'une commission de 0,5%. Autrement dit, une grosse partie des fonds du livret A sont détournés de leur objectif officiel, ce qui a permis de

satisfaire une revendication des banques qui jugent cette commission trop peu lucrative. C'est un véritable hold-up! Avec le gel du taux de rémunération, les banques augmentent leurs marges qui dépendent du différentiel entre le taux auquel elles octroient des crédits et les taux de rémunération des dépôts. Elles sont donc incontestablement les grandes gagnantes. Le gouvernement avait fait tout un foin du gel des tarifs bancaires pour 2019, estimant que cela allait donner environ 500 millions de pouvoir d'achat aux gens!

En réalité, selon le comparateur «Panorabanques», les clients économiseront en moyenne... moins d'un euro par an! Autrement dit, le «cadeau» des banques à leurs clients est une goutte d'eau par rapport à leurs gains dus au gel du taux du livret A.

### Pour une cotisation logement payée par les patrons!

Le besoin social de logement n'est pas satisfait correctement. Le livret A est de plus en plus détourné de sa fonction. Les employeurs qui payaient le «1% logement» ont vu leur contribution s'effondrer à 0,45% de leur masse salariale. Ce besoin social fondamental devrait être sorti des logiques financières et financé par cotisation. Nous revendiquons de façon immédiate la mise en place d'une cotisation logement payée par les patrons et versée à une caisse du logement qui financerait la construction de logements sociaux de qualité. Au-delà de cette mesure, l'extension du champ de la cotisation pose la question de la souveraineté des travailleurEs sur l'ensemble de l'économie, de l'expropriation des capitalistes, et donc du communisme.

**Gaston Lefranc**

## LYON Forum national de la gratuité

Samedi 5 janvier s'est tenu le Forum national de la gratuité, co-organisé par l'Observatoire international de la gratuité, animé par Paul Ariès, en partenariat avec la mairie du 1<sup>er</sup> arrondissement de Lyon.

La participation était nombreuse (450 personnes) et variée, tant au plan politique (FI, Ensemble, NPA, PCF, EÉLV, décroissantEs...) que du point de vue des thèmes abordés : gratuité des transports, de l'éducation, de l'eau, mais aussi des services funéraires, de la culture, du beau, des multiples services rendus par la nature...

### Gratuité d'émancipation

La gratuité évoquée est une gratuité d'émancipation destinée à s'étendre à tous les domaines de l'existence, conçue comme chemin vers la sobriété et indissociable d'une transformation sociale écologique et démocratique. À partir de cet accord s'ouvre un large



champ de débat avec des options différentes, sur le revenu de base

ou la dotation inconditionnelle d'autonomie, sur le financement de la gratuité, la fiscalité et le salaire socialisé... avec des approfondissements sur le sens de la gratuité dans la dé marchandisation des rapports humains, sur la différence entre une gratuité conquise, défendue et nourrie par la mobilisation et une gratuité octroyée, sur une gratuité féministe intégrant les problématiques de reproduction sociale... Le mouvement des Gilets jaunes a été fréquemment cité, mais il reste encore à avancer sur la construction de vastes mobilisations populaires liant gratuité, défense et extension des services publics, réforme fiscale radicale et démocratie réelle. Une telle rencontre est précieuse tant pour faire avancer

la construction d'un projet de transformation révolutionnaire de la société, à la fois égalitaire et écologique, que plus immédiatement pour faire émerger la gratuité comme une question politique incontournable, par exemple sur les transports collectifs publics au moment des municipales... Pour cela il est indispensable d'éviter toute récupération et surtout tout affichage qui ne serait pas suivi de sa mise en œuvre. Ce succès appelle d'autres initiatives qui devraient permettre d'ancrer localement les réflexions, de travailler à la mise en commun entre syndicalistes, militantEs pour le climat, des mouvements sociaux, féministes, antiracistes, Gilets jaunes...

**Christine Poupin**

## FORD BLANQUEFORT

Nous aussi, nous sommes pour des «solutions originales»!

Le lundi 7 janvier, après 2 semaines de «fermeture» provisoire pour les congés d'hiver, nous retrouvons la route du travail. Enfin, façon de parler, car question «travail» ce n'est pas vraiment ça, l'activité restant très réduite et la motivation n'y étant pas chez la plupart des collègues.

La perspective, pour le moment, c'est l'arrêt total de l'activité, fixé pour le mois d'août. D'ici là, Ford organiserait les départs, préretraites et licenciements volontaires, pour finir par licencier les récalcitrants en septembre prochain. Voilà le programme... si tout se passe normalement. Et nous allons faire en sorte que cela ne se passe pas ainsi.

### Impuissance des pouvoirs publics?

Cela passerait par la non-homologation du PSE qui s'est achevé le 18 décembre dernier. La DIRECCTE a 21 jours à compter de la réception de tous les documents nécessaires. Ford a triché, menti, volé, contourné ses obligations morales et légales, y compris sur la loi Florange concernant la recherche d'un repreneur. Il y a vraiment la possibilité pour la DIRECCTE de refuser de valider le PSE. Un premier test quant à la volonté de l'État de se confronter avec la multinationale. Ford refuse toujours de vendre son usine, préférant la fermer. Continental, Goodyear, PSA et tant d'autres ont réussi à fermer leurs usines. Pourquoi Ford n'y arriverait pas? C'est leur usine, ce sont eux les propriétaires alors ils ont le droit de faire ce qu'ils veulent, non? Le rapport de forces comme les lois leur sont de plus en plus favorables. C'est si facile aujourd'hui de fermer une entreprise. C'est d'ailleurs tout ce qui fait l'impuissance des pouvoirs publics, une impuissance qu'ils ont fabriquée au fil des années, mais qui les place face à des contradictions. Nous en avons une illustration avec la colère justifiée du ministre Le Maire ou des élus locaux comme Juppé ou Rousset.

### Racheter l'usine?

Il faut préciser que dans le paysage il y a notre acharnement à défendre nos emplois comme les emplois induits dans la région, à dénoncer le pillage de l'argent public. Dans un contexte de chômage profond, de ras-le-bol et de colère qui s'expriment dans le mouvement des Gilets jaunes, il devient plus difficile pour un gouvernement de laisser faire une nouvelle catastrophe sociale. Résultat, l'État cherche des solutions qu'il avoue «originales». L'idée est maintenant de racheter l'usine pour la revendre au repreneur. Ainsi Ford ne serait plus responsable de la suite et pourrait partir tranquille. À charge à l'État d'assurer la transition et les garanties sociales pour les salariéEs. Mais si Ford refusait toutes les solutions? N'y a-t-il vraiment aucun moyen de contraindre la multinationale? Pourquoi ne serait-il pas question dès maintenant d'une réquisition, d'autant plus «légale» ou «réaliste» que cette usine est déjà en grande partie publique du fait de toutes les subventions accordées pendant 45 ans. Qu'est-ce qui empêcherait l'État de voir avec PSA ou Renault pour assurer des coopérations? Et pourquoi pas prendre la main et réorienter des productions vers des choses utiles, pour répondre à des besoins comme le développement de transports moins polluants et collectifs? Nous ne savons pas comment tout cela va évoluer, mais une chose est sûre : il faut sauver cette usine, préserver les emplois concernés dans toute la région.

**Philippe Poutou**

Mais depuis la rentrée, les raisons de la colère se cumulent : gros dysfonctionnements du logiciel du concessionnaire cantine, SODEXO, turn-over très fréquent, déplacements au pied levé, non-respect du cadre d'emploi...

Lors d'une rencontre avec l'administration dans le cadre de la modification du temps de travail, la CGT a insisté sur l'urgence d'entendre les revendications brûlantes du personnel, sur les conditions de travail inacceptables qui mettaient les agentEs en danger physique et moral, mais aussi et surtout les enfants qui leur sont confiés. Un préavis de grève reconductible a été déposé, allant du 30 novembre au 21 décembre, pour faire valoir ces revendications : recréer un corps de 300 «volantes» (cantinières, agentEs sociaux territoriaux, agentEs spécialisés des écoles maternelles); prise en compte de la pénibilité

et application de l'article 2 permettant de travailler sous les 1607 heures; prise en compte du temps d'habillage et déshabillage; baisse des quotas de surveillance. À ce jour, la seule réponse de la mairie a consisté en des communiqués mensongers diffusés aux parents, prétendant que les agents ont une prime, alors qu'il ne s'agit que du paiement de jours dus et dont une partie seulement du personnel bénéficie, et annonçant des d'embauches déjà actées... et toujours attendues. Aucune avancée n'a donc été obtenue fin décembre, et le préavis a été reconduit jusqu'aux vacances d'hiver.

### Dans les crèches aussi

Même constat pour les crèches en 2018 : dégradation des conditions de travail et bouleversement du rythme de travail de façon disparate d'une crèche à l'autre;



réduction de corps de «suppléantes» à presque rien, et déplacement d'agentEs vers d'autres structures; manque de personnel malgré la recrudescence des tâches quotidiennes accentuées depuis le dispositif de «Certification AFNOR»; explosion des taux de fréquentation;

passage aux 1607 heures entérinant les 39h15 hebdomadaires alors que le personnel est déjà à bout de force, avec au passage un mépris pour la pénibilité et les sujétions particulières. Cerise sur le gâteau : 2 crèches des 13<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> arrondissements ont été fermées,

l'une pour cause de pollution (proximité de la rocade L2) l'autre pour vétusté du bâtiment (décidément, une habitude à Marseille!), réduisant l'offre de places aux familles dans des quartiers populaires qui plus que d'autres, ont besoin de services publics forts.

Le personnel des crèches a donc reconduit la grève jusqu'au 31 décembre. Fait inhabituel : la position de FO, soutien de toutes les équipes municipales depuis plus de 60 ans, qui cette fois s'est engagée dans la grève (jusqu'où?). Sans doute la perte de la majorité absolue à la Ville, lors des dernières élections professionnelles y est pour quelque chose, au moment où la CGT gagne 3 points par rapport à 2014. Mais ne boudons pas notre plaisir, si cela peut aider à la mobilisation des agentEs!

**Françoise et J. Marie**

## Les comités en action!

**Rennes Réunion publique «Liberté de circulation et d'installation, une utopie?»** Mercredi 23 janvier à 19h, Maison de Quartier de Villejean, 2, rue de Bourgogne, métro Villejean-Université. Avec Julien Salingue.



## C'est pas fini, ça ne fait que commencer..

*Cela ne vous aura pas échappé, nous sommes rentrés de plain-pied dans la nouvelle année. Pour autant, cet article consacré à notre souscription ne sera pas l'habituel article annuel de bilan de notre campagne financière...*

**À** cela deux explications. La première est assez simple et pratique. Si nous connaissons à l'instant T le montant des dons qui ont été faits au NPA via notre site internet, nous n'avons pas encore totalement fini de centraliser les dons fait par chèques, transmis notamment par les comités des différentes régions. Mais à la vérité, plus substantiellement, si aucun chiffre définitif ne sera annoncé dans les lignes suivantes (cherE lecteurE, je discerne déjà ta déception...), c'est parce que cette souscription lancée en septembre dernier ne peut trouver son point final au 31 décembre 2018.

### De la sympathie politique au geste de soutien

Comme vient de le montrer le nouvel Acte des Gilets jaunes samedi dernier, le gouvernement n'en a pas fini avec la colère sociale contre l'inégale répartition des richesses et l'injustice fiscale. Cette ébullition sociale, qui constitue aujourd'hui une grande partie de l'activité du NPA, ne doit pas être déconnectée de la recherche de moyens sonnants et réverbérants pour notre propre apparition, pour notre propre intervention : cela en est même un terreau propice. Bien sûr, pour les militantEs anticapitalistes, ceci est loin d'être une



évidence car nos soucis quotidiens sont un peu ailleurs : diffuser nos idées par tract ou en vendant notre hebdomadaire préféré, participer à une AG de Gilets jaunes, pousser pour que sa section syndicale rentre enfin dans la danse, préparer la prochaine grande journée de manifestation, etc. Du coup, solliciter notre milieu (en particulier parmi les nouvelles rencontres faites ces dernières semaines) pour lui demander d'exprimer une solidarité financière avec nos idées, nos combats, n'a rien d'une évidence, en particulier dans un contexte où la question des difficultés de boucler le mois, de la vie chère, sont centrales.

Comme un petit sentiment de décalage dirons-nous...

Pourtant, nous devons nous convaincre du contraire : dans un tel climat de contestation, malgré les difficultés de fric que nous rencontrons régulièrement, les petits ruisseaux de sympathie à l'égard de notre discours, de nos engagements, de nos pratiques, peuvent devenir de grandes rivières financières, pour peu que l'on ose aborder largement la question de notre souscription.

### Et après on continue?

Si le mouvement des Gilets jaunes est loin d'être terminé, on peut déjà s'interroger sur la suite, en particulier sur la façon dont la politisation produite par cette séquence va se traduire ces prochains mois, à commencer chez les «néo-militantEs» de ce mouvement. De ce point de vue, les prochaines élections européennes, qui ont lieu dans cinq mois, en seront une des traductions, certes déformées mais une traduction quand même. Cela renforce la nécessité de faire entendre une voix anticapitaliste et internationaliste aussi sur ce terrain-là.

En effet, dans le contexte de crise politique sans précédent, les élections européennes de mai constitueront le premier test électoral à grande échelle depuis l'arrivée de

Macron au pouvoir en mai 2017. Elles auront lieu dans un contexte de poursuite de son offensive contre les classes populaires et la jeunesse et, au niveau international, de violence des attaques menées contre les droits démocratiques et sociaux, contre les migrantEs, ainsi que contre l'environnement. Entre libéralisme pro-européen et solutions nationalistes ou souverainistes, nous allons être sommés de choisir notre camp. C'est sur ce faux choix que cherchent à surfer à la fois un Macron posant en garant de «l'ordre républicain» et rempart contre l'extrême droite, et une Marine Le Pen qui entend tirer les marrons du feu du mouvement des Gilets jaunes.

Pour faire résonner le combat pour la justice sociale, si les anticapitalistes ne se font pas entendre ces prochains mois, y compris dans les urnes, il n'y aura pas grand monde pour à la fois défendre jusqu'au bout des mesures de rupture avec l'austérité, pour une autre répartition des richesses, une démocratie radicale... Mais vous l'aurez compris, pas la peine de vous faire un dessin, tout cela a aussi un coût.

Alors la souscription du NPA, c'est stop ou encore? Poser la question, c'est déjà y répondre.

<https://npa2009.org/souscription>

## Librairie la Brèche

Nous avons publié, dans le dernier numéro de l'année 2018, une sélection de livres réalisée par notre librairie préférée, La Brèche. Puisqu'il n'est pas trop tard pour faire des cadeaux, nous vous offrons un complément à cette sélection. À commander à La Brèche, évidemment!

### DVD Les groupes Medvedkine: 1967-1974

Coédition les Mutins de Prangée et ISKRA, 45 euros.

Février 1967 : Chris Marker et Mario Marret commencent le tournage de *À bientôt j'espère* pendant la grève dans les usines de la Rhodiacéta de Besançon. Un an plus tard, lors de la projection du film, les ouvriers expriment leurs opinions, certains jugeant le film trop romantique. Chris Marker tire alors la conclusion qu'un véritable cinéma militant ne peut être en définitive que celui qui serait réalisé par les ouvriers eux-mêmes.

Très vite au sein du collectif SLON se constitue un groupe de cinéastes militants qui entreprit de former ces ouvriers aux techniques cinématographiques.



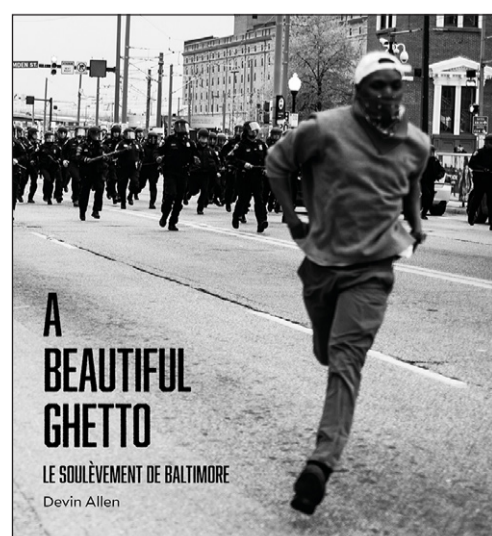
## Il n'est pas trop tard pour les cadeaux!

### Photo *A Beautiful Ghetto*, de Devin Allen

Éditions Syllepse, 152 pages, 20 euros.

Baltimore, USA, le 18 avril 2015, Freddie Gray meurt une semaine après sa violente interpellation par la police. Le feu et la révolte se propagent dans la ville, un soulèvement que Devin Allen va immortaliser. « Ce soulèvement a été déclenché et nourri par la jeunesse. Ces jeunes ont fait en sorte que le monde entende leur voix et sente leur douleur. Certains les ont qualifiés de racailles. Moi je n'ai vu que mes frères et mes sœurs qui ont pris les armes et sont devenus des soldats. Ce livre est une histoire visuelle du soulèvement. Il est également l'histoire de Baltimore, de Freddie Gray, et de tant d'autres qui ont grandi, ont travaillé et élevé leurs enfants dans des endroits comme Baltimore. Ce livre veut renverser le stigmatiser et montrer la part de beauté du ghetto. »

Sa photographie accompagne le mouvement Black Lives Matter et la nouvelle page qui s'est ouverte dans l'histoire des luttes de libération noires.



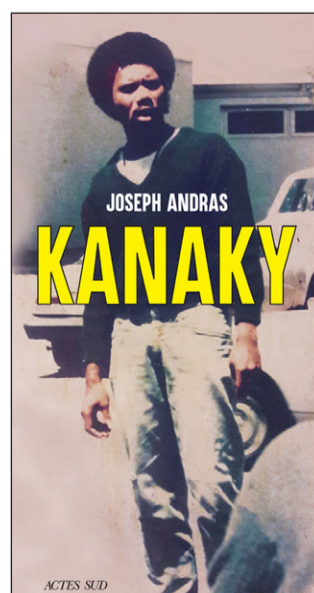
### Roman *Kanaky*, de Joseph Andras

Actes Sud, 304 pages, 21 euros.

En avril-mai 1988, l'affaire de la prise d'otages de la grotte d'Ouvéa, en Nouvelle-Calédonie, menée par un groupe d'indépendantistes s'est soldée par une intervention militaire et un bilan de vingt et un morts, dont dix-neuf Kanak. Parmi les victimes, Alphonse Dianou, vingt-huit ans, musicien, ancien séminariste se destinant à la prêtrise, admirateur de Gandhi et militant charismatique du FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste).

Le personnage – avec ses légendes contradictoires et paradoxales – a longtemps intrigué Joseph Andras, qui est parti en Kanaky sur les traces de cette figure des luttes anticolonialistes du 20<sup>e</sup> siècle. Portrait d'un homme complexe et passionnant, ce livre est également journal de voyage dans un archipel méconnu et délaissé, récit

de rencontres et d'échanges, reconstitution documentée d'un épisode sanglant de l'histoire récente, réflexion sur les vestiges de l'empire français. Le tout dans un style à la fois tranchant et lyrique, avec un engagement ardent, une curiosité patiente et attentive, qui sont la marque des écrits de Joseph Andras.



### Jeunesse *Harriet et la Terre promise*, de Jacob Lawrence

Ypsilon éditeurs, 36 pages, 20 euros.

*Harriet et la Terre promise* est un livre pour enfants entièrement conçu par le peintre américain Jacob Lawrence. Écrit en vers, le texte de cet album aux couleurs vives, aux formes sculptées, raconte « l'histoire d'Harriet Tubman, née esclave dans le Maryland vers 1820, et de son échappée héroïque vers le Nord et la liberté. Au risque de sa vie, elle est revenue dix-neuf fois pour mener plus de trois cents des siens jusqu'à "La Terre promise" ». L'œuvre de Jacob Lawrence explore l'histoire aussi intime qu'universelle, ses séries de peintures singulières retracent un événement ou reviennent sur une figure marquante de l'histoire américaine en général et du peuple noir en particulier.



Expositions

# Y'a pas qu'à Paris! (2)

Il y a plein d'expositions de très haute qualité que l'on peut voir hors de Paris. Alors, pour ne pas céder au centralisme parisien voici quelques expositions à découvrir. Même si nous n'avons pu les voir personnellement, par les sujets abordés ou du fait des artistes exposés, elles ont retenu notre attention et elles permettent surtout à nos lecteurEs vivant et travaillant dans l'hexagone, qui n'ont pas le temps ou les moyens d'aller à Paris, de découvrir l'art moderne et contemporain. Et son actualité! Deuxième panorama du nord au sud et d'est en ouest.

## L'Esprit d'une collection: les donations

Saint-Paul-de-Vence, Fondation Maeght, jusqu'au 16 juin.

Le parcours de l'exposition permet de redécouvrir des œuvres d'artistes majeurs du 20<sup>e</sup> siècle comme des œuvres d'artistes plus contemporains, toutes représentatives des liens d'amitié et de plus de 50 années d'histoire de la Fondation Maeght. Ce nouvel accrochage permet également de dévoiler des œuvres, inédites ou présentées lors d'expositions temporaires, entrées dans la collection ces dix dernières années grâce aux dons, entre autres. Une belle traversée de l'art moderne et

contemporain à travers 125 œuvres et plus de 80 artistes exposés.

## Cécile Bart, Effet d'hiver

Rennes, Frac Bretagne, jusqu'au 10 mars.

Cécile Bart est une des artistes majeures de l'abstraction aujourd'hui. En forgeant à la fin des années 1980 ce qui deviendra son outil privilégié, les peintures/écrans, elle a ouvert une voie nouvelle au monochrome, au mode d'apparition des images et à la notion même d'exposition. L'exposition propose un parcours montrant les différents registres de son œuvre: peintures/écrans, peintures/collages, Lisses et, plus récemment développées, les images, qui combinent images fixes, images animées et surfaces colorées.

## Promenades et souvenirs

Amiens, Frac Picardie, jusqu'au 9 mars.

Joëlle Pijaudier-Cabot, commissaire invitée, propose un parcours dédié à l'histoire du dessin de la fin des années 1950 au cœur des années 1980, à travers plus de 50 artistes, et offre au public des repères pour aborder ses transformations. *Tracer des signes* s'attache à des pratiques graphiques qui pourraient être

qualifiées de premières: marquer, griffer, laisser une empreinte, inscrire, tracer, écrire, etc. *Dessiner l'espace* montre comment le trait peut créer des espaces mentaux ou physiques, jusqu'à se déployer dans les trois dimensions; géométrie, mesure, rythme sériel marquent ce chapitre. Enfin, *Raconter des histoires* regroupe des œuvres appartenant au champ de la narration ou de la fiction et éclaire la diversité des modalités de représentation des êtres et du monde proposées par le dessin.

## Peindre la nuit

Metz, Centre Pompidou, jusqu'au 15 avril.

Source d'inspiration majeure de l'histoire de l'art, la nuit demeure aujourd'hui encore un terrain d'expériences fécond. Revenir à un sujet aussi vaste que la nuit permet de poser des questions essentielles sur notre condition et notre place dans l'univers, comme sur le rôle de l'art. À travers une approche liée à la perception de la nuit plutôt qu'à son iconographie, l'exposition se présente elle-même comme une expérience nocturne, une déambulation qui transforme les visiteurEs en noctambules, et qui transmet ce vertige que procure la nuit: vertige des sens, vertige intérieur, vertige cosmique. On avance dans l'exposition comme on avance dans la nuit. L'exposition ne se limite pas de manière exclusive

à la peinture, bien que centrale, mais offre résonances et parallèles avec la musique, la littérature, la vidéo et la photographie. Elle rassemble une centaine d'artistes, figures historiques et artistes contemporains, ainsi que de spectaculaires installations dont certaines sont conçues spécialement pour ce projet.

## Joana Vasconcelos, I Want to Break Free

Strasbourg, Musée d'art moderne, jusqu'au 17 février.

Le temps de l'exposition, la salle du MAMCS, agencée à la façon d'un appartement, avec corniches, moquettes et couloirs, se transforme en demeure extravagante où les objets se voient dotés de pouvoirs extraordinaires. Joana Vasconcelos est une artiste qui manie l'humour et la fantaisie tout autant qu'elle développe une œuvre au contenu politique, éminemment ancrée dans la société d'aujourd'hui. La question de la domesticité est au cœur de ce projet qui emprunte son titre à l'univers pop rock et propose à chacunE de cheminer dans cet intérieur qui sollicite tous les sens: les œuvres se présentent au regard, certaines peuvent être touchées, quand d'autres diffusent de la musique ou exhalent une odeur âcre. Son travail combine objets usuels, arts appliqués et savoir-faire issus de la culture portugaise (notamment la céramique, la broderie, la ferronnerie).

## Cinq femmes: l'engagement poétique

Saint-Louis (68), Fondation Fernet-Branca, jusqu'au 10 février.

Nous en connaissons et apprécions deux en particulier: Marie-Hélène Fabra, dans les peintures de laquelle «des revenants, des spectres, des apparitions profitent de sa peinture pour prendre forme et venir à la surface de notre monde», et Marine Joatton, dont les œuvres évoquent «Jérôme Bosch ou Lewis Carroll, et les personnages hybrides nous jettent des regards exprimant toute une gamme de sentiments: de la drôlerie enfantine et naïve à l'angoisse la plus désespérée et solitaire». Trois autres artistes sont exposées: Vanessa Fanuele, Marie-Amélie Germain et Haled Zahedi. **Philippe Cyroulnik**



Cinéma

# Undercover - Une histoire vraie, de Yann Demange

Film étatsunien, 1h51, sorti le 2 janvier 2019.

Le film de Yann Demange a pour base l'histoire vraie d'un adolescent de 14 ans dont la vie bascule entre 1984 et 1988: devenu indicateur du FBI puis trafiquant de drogue, il va passer 29 ans en prison.

## Décor urbain désolé

Detroit, dans les années 1980, est rongée par la crise automobile et le chômage, gérée par des politiciens corrompus tandis que les gangs prospèrent grâce au trafic de crack et autres substances. On estime le nombre d'armes en circulation à deux par habitant. Richard Wershe (Matthew McConaughey, formidable acteur) est

un père de famille des quartiers pauvres de Detroit, qui fait vivre sa famille en achetant et revendant des armes d'occasion une fois révisées. Cette activité ne lui pose aucun problème moral (le droit de posséder une arme est inscrit dans la Constitution, répète-t-il), au contraire du trafic de drogue qu'il proclame exécrer. Il adore ses enfants. Néanmoins, ses clients sont en fait des dealers, et il associe son fils de 14 ans, Rick Jr., (un jeune acteur amateur, Richie Merritt) à son petit business. Rick Jr. est soumis à un chantage par le FBI qui lui demande d'infiltrer les trafiquants; il deviendra informateur, et le paiera.

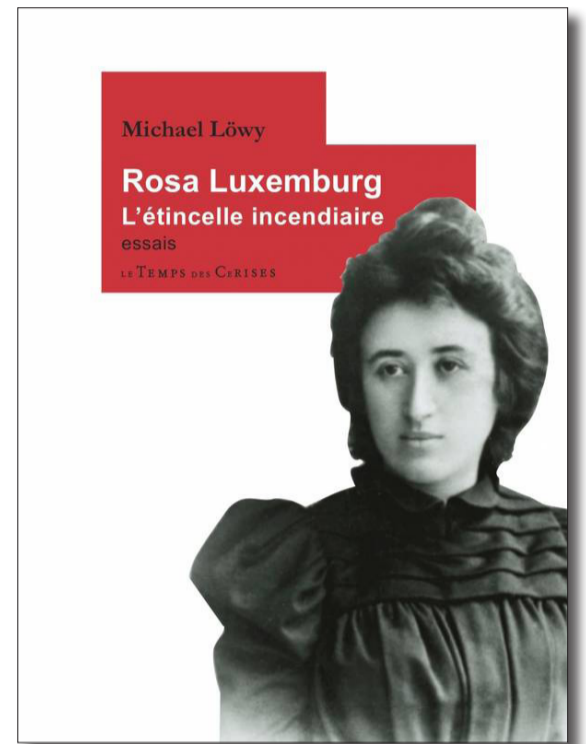
Dans une deuxième partie du film, excédé par leur vie misérable et les combines minables de son père (dont le grand projet est d'ouvrir une boutique de vidéos), Rick Jr. se lance lui-même dans le trafic, la seule activité rentable à sa portée. Le FBI, qui veut coincer un gros poisson lié à la mairie de Detroit, le recontacte, l'utilise puis le lâche. Le décor urbain désolé est bien planté, on s'attache à cette famille aux prises avec un réel épouvantable et des flics sans scrupule. Le seul bémol est le traitement des personnages afro-américains, réduits à des membres de gangs... **Henri Wilno**



Essai

# Rosa Luxemburg, l'étincelle incendiaire, de Michael Löwy

Éditions le Temps des cerises, 218 pages, 12 euros.



Alors que l'on s'appête à commémorer, le 15 janvier prochain, le centième anniversaire de l'assassinat de Rosa Luxemburg à Berlin, le recueil de textes de Michael Löwy publié par le Temps des cerises est le bienvenu.

## Contre le «fatalisme socialiste»

L'auteur ne cache pas «sa sympathie, son admiration et son adhésion aux idées de Rosa Luxemburg». Une sympathie, une admiration et une adhésion perceptibles à la lecture des différents essais qui composent le livre, et Michael Löwy n'oublie pas de prendre parfois des distances critiques. Impossible de résumer ici l'ensemble de l'ouvrage, dont l'objectif affirmé est de «mettre en évidence la valeur, la cohérence, la hauteur de vues et l'actualité de[s] écrits [de Rosa Luxemburg] sur le socialisme, sur la démocratie, sur l'impérialisme, sur les peuples colonisés, sur les bifurcations de l'histoire, sur la dialectique entre théorie et pratique, ou entre science et engagement social». Un objectif atteint avec 7 textes consacrés à divers aspects de la pensée de Rosa Luxemburg: polémiques contre le «fatalisme socialiste» d'un Kautsky niant la centralité de l'action révolutionnaire consciente du prolétariat; critique radicale (et dialectique!) de l'État et de la démocratie bourgeoise; soutien critique à Lénine, Trotski et à la révolution russe... Au total on ne peut que partager le point de vue de Michael Löwy à propos de Rosa Luxemburg: «Sa pensée est une boîte à outils précieuse pour tenter de démonter la machine capitaliste et pour réfléchir à des alternatives radicales. [...] Sa conception d'un socialisme en même temps révolutionnaire et démocratique – en opposition irréconciliable au capitalisme et à l'impérialisme – fondé sur la praxis auto-émancipatrice des travailleurs, sur l'auto-éducation par l'expérience et par l'action des grandes masses populaires gagne ainsi une étonnante actualité. Le socialisme de l'avenir ne pourra pas se passer de la lumière de cette étincelle ardente.» **Julien Salingue**

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie **la-breche.com**

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43  
Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

# MAROC « Le mouvement contre la mine d'Imider dure depuis plus de 40 ans »

**Entretien.** La mine d'Imider est la mine d'argent la plus riche d'Afrique, avec une production de 240 tonnes d'argent par an. À côté de ce trésor, comme le nomment les habitantEs d'Imider, il n'y a pas de services, pas d'eau, pas d'électricité, ni d'infrastructures ou d'équipements à destination des populations, ni emploi. Depuis sept ans, des habitantEs d'Imider ont bloqué l'alimentation en eau de la mine et occupé la zone alentour. L'Anticapitaliste a rencontré **Omar Moujane**, militant au sein du Mouvement sur la voie 96 d'Imider, une commune rurale d'environ 4 000 habitantEs, distante de 5 kilomètres de la mine, et ex-prisonnier politique. Une version longue de cet entretien est publiée sur notre site internet.

**Peux-tu revenir sur l'origine du mouvement contre la mine d'Imider ?**

Le mouvement contre la mine d'Imider dure depuis plus de 40 ans ; il y a eu quatre étapes historiques essentielles dans ce mouvement. La première étape était une manifestation contre le forage des puits en 1986 ; la seconde un sit-in de quarante-cinq jours devant la mine et après, devant les puits forés en 1986 pour exiger de l'eau, l'emploi, le droit à la santé. Le sit-in a été dispersé par la force. La troisième étape remonte à 2004 : il s'est agi d'un mouvement spontané des femmes qui ont manifesté devant les puits « Tidessa » à Imider pendant plusieurs semaines. Ainsi pendant des années, les habitants ont dénoncé leur marginalisation, mais sans résultat.

**Qu'est-ce qui a déclenché l'étape actuelle ?**

Il y avait une conscience, avant 2011, que tout le monde venait faire un tour à Imider, tournait une vidéo mais que rien ne changeait. Il y avait aussi la conscience des conséquences que la mine pour travailler avait forcé trois puits qui épuisaient la nappe phréatique, et en retour nous avions la pollution. Les maladies cancéreuses se sont multipliées avec l'infiltration de mercure et de cyanure dans la terre, et partant la nappe phréatique. Et vers 2011, la mine a voulu passer à la vitesse supérieure, ce qui aurait eu encore plus de conséquences dans une région essentiellement agricole, qui produit surtout du blé.

Il y a eu une première manifestation le 1<sup>er</sup> août 2011. Les étudiants ont protesté contre le refus de la mine de les faire travailler, tel que cela avait été stipulé dans les accords de 2004. Le 2 août, les femmes et les jeunes chômeurs sont sortis dans la rue avec les étudiants spontanément pour manifester pour l'eau. Et la population les a suivis.

Le 16 août, nous avons fait une manifestation pour avertir les autorités et nous avons fermé la vanne d'alimentation en eau pendant cinq heures environ. Au bout de quatre jours, comme nous n'avons aucune réponse à notre mise en demeure, nous avons décidé de fermer complètement la vanne d'alimentation en eau industrielle de la mine, et l'occupation illimitée du mont Albban, où se trouve la vanne, soit à deux kilomètres d'Imider, et cinq de la mine.

**Comment se déroule l'occupation quotidienne du mont Albban ?**

Au début, nous avons commencé, avec de petites tentes, une occupation quotidienne, dans la fournaise de l'été, et dans le froid glacial de l'hiver. Puis notre mouvement a évolué : il y a des constructions en dur, pour nous abriter, nous approvisionner, une structure spécifique pour les femmes. Il y a un parking, un espace autour du puits consacré à l'agraw, notre assemblée générale, et des zones de garde.



DR

Sur le plan financier, il s'agit d'un autofinancement auquel s'ajoutent des soutiens extérieurs. Chaque famille cotise à hauteur d'un euro par mois. Nous tenons des assemblées, l'agraw, terme tamazight, qui sont une autre manière de penser les assemblées de nos anciens. L'agraw est notre réappropriation d'une vieille tradition tribale, sauf que dans les nôtres, les femmes, et les enfants (les jours de congé), participent alors que dans la tradition, elles ne participaient pas. Nous avons mis fin au décloisonnement. Les assemblées proposent, décident et mettent en place des commissions (finances, information et communication, sécurité, technique, dialogue, transport, approvisionnement). Nous n'avons que des institutions horizontales, basées sur la démocratie participative, qui est une tradition très ancienne, antérieure à celle de l'État. L'agraw est la base du pouvoir, le centre de décision.

**Ce mouvement, qui fait converger des revendications, sociales, identitaires et environnementales, est particulier à Imider ?**

Tous les mouvements sociaux ont des points communs, comme ils en ont aujourd'hui avec les Gilets jaunes. À la racine ? Il y a des problèmes communs comme la spoliation des richesses naturelles, l'exclusion. On interdit aux populations l'accès à leurs richesses. Dans le cas d'Imider, les Amazighs sont marginalisés par l'État arabe central, qui ne les a pas reconnus pendant des années, et il y a la question environnementale. Mais la question de la pollution n'est pas propre à Imider, la terre du Rif a été polluée au gaz moutarde pendant la guerre chimique, tout comme à Imider il y a infiltration de matières chimiques dans l'eau et la terre. Il y a une question identitaire à Imider. La question identitaire se pose pour les peuples du sud, comme elle se pose pour les peuples du nord. Car un État central se construit au détriment des peuples. Une des techniques des pouvoirs centraux est de mettre à l'écart les peuples autochtones pour qu'ils ne puissent pas cristalliser leurs revendications. La politique coloniale repose sur le principe de la séparation des peuples d'avec

leurs terres, par le capitalisme et la domination des territoires à leur guise. Avec le mouvement du Rif nous avons en commun la question de la spoliation des richesses ; notre mouvement est né de la spoliation des richesses minières et de l'eau, celui du Rif de celle des richesses marines ; dans le Rif se posent les mêmes questions sociales et identitaires que nous.

**Quel est le secret de la longévité de votre combat, ou, en d'autres termes, pourquoi le pouvoir a-t-il opté pour une répression perlée et non une répression frontale, du type évacuation ?**

Cette mine d'Imider est stratégique pour l'État. Aucun de ses responsables ne veut répondre aux habitants. Ils ne veulent pas voir fleurir 1000 Imider. Depuis le début de la mine, il y a eu des soulèvements qui contreviennent à l'agenda politique dans la région. Les manifestants ont un discours radical et une organisation sérieuse. Ils ont la force d'être un collectif. Or le discours de ce mouvement est arrivé au moment où le Maroc connaissait une crise, la même crise qu'au niveau régional. Le mont Albban est loin de tout, desservi par la RN 10. Nos luttes sont pacifiques. Le pouvoir a dû être

souple avec les habitants, d'autant qu'il avait d'autres problèmes, surtout en même temps. Il s'est acharné sur le mouvement de 2011 et n'a pas donné trop d'importance à Imider, il s'est contenté de le regarder de loin au début. Les arrestations n'étaient là que pour nous signifier que nous étions sous contrôle. Et en dépit des facteurs adverses du type l'usure du temps, l'émigration, la contre-politique, le mouvement contrôle tout, y compris physiquement. De notre montagne nous voyons aussi la mine. Les divisions, il n'y en a pas à Imider. Il y a des divergences que tout un chacun est libre d'exprimer. Mais le socle d'Imider tient grâce à ses contradictions et au droit à la différence qui s'exprime dans l'agraw.

**Quel bilan tires-tu de cette longue lutte ?**

Sept ans après le début de notre cheminement, il est important de construire une conscience politique, car nous constatons que les générations passent et que la détermination des nouveaux est intacte. La question qui se pose est : « À qui allons-nous adresser nos revendications ? » D'autre part, la question politique se pose d'autant plus qu'il y a une faille des organisations traditionnelles (syndicats partis associations) et émergence de mouvements sociaux. Donc la question est celle de l'affrontement d'un mouvement social/politique avec les autorités. Nous devons procéder à une autocritique de notre démarche. Nous n'avons pas construit de rapport de forces, ni d'espoir de construire une force pour l'avenir. Il faut qu'une entité porte les revendications sociales des habitants. La mine est privatisée. Nous vivons le paradoxe d'être sous le seuil de pauvreté face à la plus grande mine d'Afrique. En dépit de notre longévité, la conscience politique n'a rien donné. Il faudrait que le mouvement social propose soit une alternative politique, soit se pose en tant que force politique.

*Propos recueillis par Luiza Toscano*

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

**CORDISTES EN COLÈRE.** Ils étaient tous débutants, intérimaires et à peine formés. Ils devaient détacher d'énormes blocs de résidus de céréales dans des silos mal aérés et obscurs de l'agro-industrie, au sein desquels ces cordistes descendaient en rappel. L'un d'eux n'est jamais remonté : Quentin Zaraoui-Bruat est mort enseveli sous 370 tonnes de grains, le 21 juin 2017, dans la Mame. Il avait 21 ans. Pour la première fois, ses collègues des derniers instants témoignent. [...]

« Pour des questions de rendements, on a envoyé des cordistes à la mort dans un silo bien trop plein, au lieu d'attendre que la matière s'écoule toute seule. » Ce 21 juin 2017, Éric Louis, cordiste intérimaire, était à deux doigts de prendre la relève quand son collègue de l'équipe du matin se faisait emporter sous 370 tonnes de résidu de céréales, dans l'un de ces énormes silos qui font partie du paysage le long des routes champenoises. Quentin Zaraoui-Bruat, cordiste de 21 ans, travaillait pour Cristanol, une filiale du deuxième groupe sucrier français Cristal Union – qui exploite les marques Daddy ou Erstein... –, installée à Bazancourt, dans la Mame. [...]

Pourquoi descendre dans un silo au sein duquel on ne se sent pas en sécurité ? C'est qu'on n'a pas vraiment laissé le choix aux principaux concernés. À Bazancourt, les cordistes constituent la dernière pièce d'un immense jeu de sous-traitance en cascade, telles des poupées russes. [...] Un fonctionnement ordinaire dans une profession reposant pour moitié sur les entreprises d'intérim. Ils seraient 8 625 cordistes en France, dont 4 200 intérimaires. [...]

« Chaque fois qu'on craignait pour notre sécurité, chaque fois qu'on travaillait dans des silos par 40 degrés dehors, ou sous des tôles d'amiante, le patron d'ETH, Julien Seillier, nous disait textuellement : "Vous êtes des tapettes. J'ai été cordiste, je l'ai fait avant vous. Si vous n'y allez pas, vous n'êtes pas des hommes !" Les titulaires qui osaient se plaindre étaient invités à donner leur démission. Quant aux intérimaires, c'était plus simple : à la moindre remarque leur contrat n'était pas renouvelé le lundi. » [...] Collègues et proches de Quentin redoutent aussi la lenteur de la justice. Le précédent accident mortel, qui a emporté Arthur Bertelli et Vincent Dequin, deux autres cordistes, dans le fond des silos de Bazancourt en 2012, sera jugé le 11 janvier 2019 devant le tribunal correctionnel de Reims. Soit près de sept ans après les faits... [...]

Tout juste créée, l'association Cordistes en colère, cordistes solidaires invite à cette occasion toute la profession à se rassembler en solidarité devant le palais de justice de Reims et à participer, le lendemain du procès, à un weekend de rencontres [...]

Franck Dépretz, « "Si vous n'y allez pas, vous n'êtes pas des hommes !" : enquête sur la mort de Quentin, jeune technicien cordiste », Bastamag, 4 janvier 2019.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10 € = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

<b>FRANCE ET DOM-TOM</b>			
<b>Tarif standard</b>			<b>Jeunes/chômeurs/précaires</b>
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>28 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>56 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>20 €</b>
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>22 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>44 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>40 €</b>
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>50 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>100 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>38 €</b>
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois	<b>10 €</b>

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

<b>Tarif standard</b>		<b>Jeunes/chômeurs/précaires</b>
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo
<input type="checkbox"/> <b>14 € par trimestre</b>	<input type="checkbox"/> <b>25 € par trimestre</b>	<input type="checkbox"/> <b>10 € par trimestre</b>
		<input type="checkbox"/> <b>19 € par trimestre</b>

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : .....  
[www.mpa2009.org](http://www.mpa2009.org)